



Perspectives chinoises

2009/3 | 2009
L'impasse au Tibet

Les manifestations au Tibet du printemps 2008

Un conflit entre la nation et l'État

Robert Barnett



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5301>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Robert Barnett, « Les manifestations au Tibet du printemps 2008 », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2009/3 | 2009, mis en ligne le 01 septembre 2012, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5301>

Les manifestations au Tibet du printemps 2008

Un conflit entre la nation et l'État

Une estimation préliminaire portant sur 95 des 150 manifestations ou plus, ayant eu lieu dans les zones tibétaines au printemps 2008, montre qu'elles ont été bien plus étendues que lors des phases d'agitation précédentes et qu'un plus grand nombre de laïques, de fermiers, de nomades et d'étudiants que par le passé y ont participé. Cette estimation souligne que le débat, en Chine et ailleurs, sur la représentation des manifestations a été dominé par la question de la violence aux dépens des questions liées aux politiques mises en œuvre et aux problèmes sociaux. Cet article expose les concepts de base qui sous-tendent ce débat et résume les facteurs historiques qui auraient pu conduire aux manifestations.

ROBERT BARNETT

Les gouvernements chinois ne tentèrent d'établir un gouvernement direct au Tibet que deux fois au cours de l'histoire. Chaque tentative fut marquée par une opération militaire préliminaire et par une résistance acharnée et récurrente. La première fut une brève occupation de Lhasa par une armée chinoise en 1910-1912, qui échoua après plusieurs mois de guérilla urbaine contre les soldats tibétains. Cette période de gouvernement direct, même si elle lança un mouvement vers la modernisation, conduisit à l'exil du pouvoir tibétain, créa une crise d'identité au sein de la nation tibétaine et causa une profonde rancœur de la part des Tibétains envers les membres de leur élite qu'ils voyaient comme des collaborateurs. La seconde tentative des Chinois d'établir un gouvernement direct est encore en train de se mettre en place avec des résultats très similaires et elle fait face à une résistance considérable.

La Chine reprit le contrôle du Tibet en 1950 et remplaça finalement le gouvernement tibétain traditionnel neuf ans plus tard. La gestion chinoise du Tibet fit face à trois vagues majeures de résistance au cours des 20 premières années : celle d'août 1956, dans le Tibet oriental, celle de Lhasa en 1959 et celle de Nyemo et d'autres zones rurales en 1969 en plus de vagues d'attaques de guérilla de 1960 à 1974 menées par les exilés basés au Népal. Ces épisodes se caractérisaient largement par des révoltes armées ou par des attaques par des armées clandestines, des bandes villageoises ou des forces de guérilla. Depuis la mort de Mao en 1976, il y eut des efforts considérables de libéralisation de la société chinoise, qui conduisirent à une bien plus grande tolérance à l'égard de la diversité, de la religion et de la liberté de mou-

vement. Dans ces conditions, la contestation tibétaine se caractérisa principalement par des manifestations de rues, les plus importantes ayant été les quatre grandes manifestations entre octobre 1987 et mars 1989, la longue série de manifestations plus petites entre 1989 et 1996, et les manifestations de mars et avril 2008, qui continuent encore aujourd'hui. Les deux vagues de contestation les plus grandes – celles de mars 1989 et de mars 2008 – conduisirent à des réponses principalement militaires : 13 mois de loi martiale à Lhasa après mars 1989 et 15 mois de présence paramilitaire dans les rues de Lhasa et dans d'autres zones tibétaines de mars 2008 jusqu'au moment où j'écris cet article (fin mai 2009), avec aucun signe de changement à l'horizon. Les vagues de contestation dans le Tibet post-1979 ne furent pas une réaction au communisme doctrinaire. Elles vinrent bien après que la Chine avait commencé à faire ce que le régime maoïste n'avait pas réussi à faire : améliorer l'économie de base, s'ouvrir au monde extérieur, autoriser des pratiques religieuses, célébrer la diversité culturelle et encourager une forme de vie intellectuelle. Les contestations tibétaines dans cette Chine nouvelle et réformatrice posaient des questions neuves et compliquées. Elles étaient différentes des protestations atomisées et concentrées sur des questions économiques typiques de la Chine continentale. Il s'agissait d'actions multiples menées par des membres d'une même communauté qui partageaient les mêmes valeurs, et elles étaient dirigées contre le droit de l'État de contrôler ces régions. Pour certains, elles semblaient être la poursuite opportuniste d'un avantage local au sein de la nouvelle prospérité chinoise, alors que d'autres y voyaient l'invocation de la dispa-

rition de la légitimité des dirigeants chinois sur leurs sujets non chinois. Quel que soit le point de vue pris en compte, ces cycles de troubles levaient des questions capitales pour le projet moderne chinois : Qu'offre-t-il ? Peut-il faire face à la différence ? Qui inclut-il ?

Les troubles de 2008 au Tibet eurent un impact politique important. Ils renforcèrent la perception internationale de la Chine comme un régime autoritaire au moment même où elle semblait en sortir par l'organisation des jeux Olympiques au mois d'août, ils propulsèrent la question tibétaine au sommet de l'agenda politique dans les relations sino-américaines et sino-européennes et ils conduisirent la Chine à ne discuter avec l'Europe que pour critiquer la façon dont celle-ci traitait la question tibétaine. Ils conduisirent également à un renforcement de la présence militaire et paramilitaire sur le terrain dans les régions tibétaines, une démonstration de force qui dut avoir un impact négatif sur la perception qu'a la population locale de l'État chinois.

Les troubles au Tibet et les manifestations lors du passage de la flamme olympique à l'étranger changèrent aussi la manière de penser et de faire de la politique en Chine. Les attaques intenses qui émergèrent à la fois dans les médias officiels et non officiels en Chine contre la représentation étrangère des événements de 2008 n'étaient pas neuves en elles-mêmes. Cela fait des décennies, sinon des siècles, que les actes politiques des Tibétains sont remodelés pour correspondre à des explications opposées fournies par leurs voisins ou d'autres parties intéressées au conflit. Mais ce sont les premières manifestations tibétaines de l'âge d'Internet, et elles forcèrent les jeunes Chinois, ceux que l'on appelle *fen-qing* ou « jeunes en colère », à utiliser les nouvelles technologies de façon inventive pour reprendre le contrôle du discours de la nation chinoise face à la façon dont ce sujet était traité à l'international ou par les occidentaux.

En faisant cela, les militants chinois, aussi bien au niveau national qu'à l'étranger, créèrent une nouvelle alliance entre les intellectuels chinois et l'État et poussèrent le débat interne, et peut-être même la politique du Parti et du gouvernement, vers des positions de plus en plus polarisées. Ces nouvelles positions ont à leur tour produit un changement de perception politique au Tibet même, où le modèle de négociation socialiste entre groupes théoriquement égaux est remplacé de plus en plus souvent par un modèle d'antagonisme racial, d'un type proche de l'administration coloniale. Ce même changement semble également s'être produit parmi les responsables politiques et les commentateurs qui s'occupent du Tibet en Chine. Le point de vue des Tibétains en Chine dépend des changements sur le terrain tels que la dureté des

restrictions, les mises en détention et la présence militaire, mais celui de la Chine en général se fonde sur des représentations – les changements dans la rhétorique, dans les médias et dans le débat public – ce qui produit une des asymétries fondamentales que je vais étudier dans cet article.

Faire des recherches dans les zones tibétaines étant très compliqué, cet article n'étudie pas ce qui devrait normalement être le principal objet d'étude d'une quelconque interprétation politique ou sociale : l'étude de la pensée et du vécu des participants⁽¹⁾. Au lieu de cela, je me penche d'abord sur ce que l'on sait des événements du printemps 2008 et évalue quels auraient pu en être les aspects les plus importants aux yeux des dirigeants et des analystes politiques en Chine. Ensuite, j'étudie le conflit sur la représentation de ces événements et le débat ayant eu lieu entre les parties extérieures au conflit : Chinois, exilés, occidentaux, etc... et sur la façon dont ces événements devraient être interprétés et manipulés.

L'article se concentre sur les événements ayant eu lieu en Chine même plutôt que sur ceux ayant eu lieu parmi les exilés et dans l'arène internationale. Comme dans l'ensemble des études de ce type, toutes les informations présentées ici concernant les événements au Tibet sont provisoires et ne représentent que des indicateurs généraux, puisqu'aucune étude poussée sur le terrain n'a été faite ou risque d'apparaître. De même, les termes tels que Chinois, Tibétains et Occidentaux sont utilisés dans leur sens le plus conventionnel et ne servent que d'indicateurs puisqu'il est évident que chaque groupe compte un large spectre de points de vue, de perceptions, d'attitudes et d'intérêts différents que ce soit dans la défense de la nation (un « ensemble d'être humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue, et constituant une communauté politique » selon le Larousse de la langue française) ou de l'État (« l'organisation politique qui est à la base du gouvernement civil »).

Le modèle de la contestation

En termes de flux d'information, les troubles de 2008 ont été différents de l'ensemble des phases précédentes de

1. Deux importantes collectes d'opinions sur la contestation ont été publiées de façon privée au Tibet : (a) 'Gar rtse 'Jigs med (éd.), *Btsan po'i snying stobs* (Courage Acharné), vol. 1, publié en privé (probablement en Amdo, 2008) et (b) Université des nationalités du Nord-Ouest, Groupe Éditorial « La Montagne Conque de l'Est » (Drolma, Kirti Kyab, Tsering Dorje et al.), *Shar dung ri*, (La Montagne Conque de l'Est) – [titre en français « La Montagne de Neige »], vol. 21, 2008, sans lieu d'édition. Environ la moitié des articles de cette revue sont publiés en traduction en anglais dans *A Great Mountain Burned By Fire: China's Crackdown In Tibet*, ICT (International Campaign for Tibet), Washington, D.C., mars 2009, p. 70-105.

contestation au Tibet. Peu, ou pas du tout, de Tibétains réussirent à fuir le Tibet dans les 20 ans qui suivirent la fuite du dalaï-lama en 1959. Mais depuis les années 1980, environ 2 000 Tibétains par an quittent le Tibet pour l'Inde ou l'Ouest, tissant ainsi des réseaux sociaux les liant à leurs parents et/ou leurs amis dans leurs régions natales. Lorsque les manifestations explosèrent à Lhasa en mars 2008 l'utilisation généralisée de téléphones portables et d'Internet permit une circulation rapide de l'information vers ces exilés récents ou directement vers des observateurs tels que moi-même.

En Chine, un réseau de comptes rendus non officiels fut mis en place à Pékin par la dissidente tibétaine poète et bloggeuse Woesser (également écrit Oeser en Tibétain : 'Od zer, en chinois Weise) et son mari, l'écrivain chinois Wang Lixiong. Des douzaines d'intellectuels tibétains fournirent des informations sur ce qui se passait dans leurs régions, informations vérifiées et publiées sur leur site woesser.middleway.net. La plupart de ces comptes-rendus furent confirmés ou élaborés par les correspondants étrangers basés à Pékin utilisant leurs contacts dans la région⁽²⁾, par les organisations d'exilés basées en Inde, ou par Radio Free Asia, une radio en tibétain basée à Washington et financée par le Congrès américain, qui fonda ses comptes rendus sur des conversations téléphoniques avec des victimes. Les exilés obtinrent et firent circuler sur Internet des images non officielles de manifestations non violentes au monastère de Labrang à Sangchu (Xiahe, Gansu) à Machu (Gansu) et, plus tard, au monastère de Lutsa à Mangra (Qinghai). Les agences de presse occidentales obtinrent des images des incidents de Lhasa ou filmèrent elles-mêmes les manifestations de Labrang (*The Guardian* le 1^{er} mars) et de Amchok Bora à Sangchu (Steve Chao pour la télévision canadienne le 15 mars). Pour cette étude, je n'ai inclus que des comptes rendus confirmés par des témoins ou incluant des sources clairement distinctes contenant des informations de première main.

Le processus visant à vérifier ces rapports fut plus facile que par le passé car une nouvelle politique des autorités chinoises apparut au début des troubles de 2008 pour tenter de mieux contrôler les représentations : les médias officiels répondaient presque toujours, en général dans les 12 heures, à tout rapport sur les incidents au Tibet publié dans la presse étrangère, confirmant en général les grandes lignes du rapport mais en lui donnant une autre signification. Dans un ou deux cas où les médias officiels donnaient une mauvaise image des manifestants tibétains, par exemple lorsque les manifestations étaient violentes, ils anticipèrent les publications occidentales. Dans deux cas au Sichuan, les rapports

affirmèrent que les forces de sécurité avaient ouvert le feu, mais, hormis dans un rapport qui fut retiré le jour suivant⁽³⁾, ils ne faisaient aucun état de meurtre de manifestants. Des images des manifestations de Lhasa et du Gansu septentrional des 14-16 mars furent diffusées à la télévision en Chine, même si elles ne montraient que la violence des manifestants⁽⁴⁾. Ainsi, pour la première fois, on trouve un nombre significatif de comptes rendus officiels sur les troubles au Tibet, y compris sur les incidents ruraux. Ceux-ci parlaient des manifestants en termes négatifs mais confirmaient ainsi les premiers comptes rendus rassemblés par Woesser et d'autres.

En vérifiant ces rapports il apparaît clair qu'il y eut au moins 95 manifestations différentes dans les zones tibétaines en Chine dans les trois semaines et demi du 10 mars au 5 avril 2008. Le nombre total d'incidents est probablement d'au moins 150, à cause de la faible couverture des incidents dans les villages et communes isolés tout particulièrement au Kanlho (en Chinois Gannan, zone tibétaine au sud de la province du Gansu⁽⁵⁾).

Ces chiffres semblent faibles si on les compare aux plus de 80 000 manifestations que l'on dit avoir lieu en Chine chaque année, la plupart d'entre elles étant des conflits ru-

2. Les sources occidentales les plus importantes à Pékin étaient le *Times* (Londres), qui établissait son propre réseau de sources, l'*Associated Press*, *Reuters*, le *New York Times*, le *Los Angeles Times* et le *Washington Post*, qui vérifiaient tous de façon indépendante les comptes rendus qu'ils recevaient. Les comptes-rendus de certaines manifestations, telles que celles de Lhasa et Pékin, ont été reçues directement.
3. Les autorités ont admis avoir tué quatre manifestants tibétains à Ngaba le 16 mars (voir « URGENT: Four Rioters Shot Dead Sunday in Aba of SW China, Police sources » Xinhua, 20 mars 2008, accessible sur <http://www.highbeam.com/Search.aspx?q=%22Four+Rioters+Shot+Dead+Sunday+in+Aba+of+SW+China+Police+sources%22>). Le communiqué fut remplacé sans commentaires le lendemain par « Police: 4 rioters wounded in Aba of Sichuan », Xinhua, 21 mars 2008 (voir http://www.china.org.cn/2008-03/21/content_13190976.htm). Le compte rendu original n'est plus disponible sur des sites Internet officiels chinois.
4. Voir « Le véritable compte-rendu des événements violents de bagarres, de destruction, de vols, et d'incendies dans certaines districts et cantons de la préfecture autonome tibétaine de Gannan », une compilation en Chinois de 20 minutes de vidéos montrant les émeutes du 14 au 18 mars à Kanlho (Gannan, Gansu du Sud) de Gannan TV donnée à des journalistes étrangers.
5. « 150 incidents de "bagarres, de destruction, de vols, et d'incendies" ont eu lieu entre le 10 et le 25 mars dans les zones tibétaines des provinces du Qinghai, du Gansu et du Sichuan et dans la Région autonome du Tibet », Li Bin et Li Yajie, « Inside Story of Dalai Clique's Manipulation of Tibetan People's Uprising Movement », Xinhua, 1^{er} avril 2008. Cité dans Human Rights Watch, « Chine : des centaines de détenus et prisonniers tibétains portés disparus », 9 mars 2009. Le blog woesser.middleway.net (visité le 5 avril 2008) cita un journal officiel de Sangchu (en chinois Xiahe) au Gansu comme déclarant le 23 mars 2008 que « le correspondant a appris du gouvernement de la Préfecture autonome tibétaine de Gannan dans la province du Gansu que 105 organisations dépendantes du district et de la ville, 27 villes, 113 unités de travail également subordonnées aux villes et 22 comités de village avaient été sérieusement touchés par ces incidents. » Un groupe de soutien basé aux États-Unis, *International Campaign for Tibet*, donna le chiffre de 130 manifestations entre le 10 mars et le 22 juin 2008. (*International Campaign for Tibet Tibet at a Turning Point: The Spring Uprising and China's New Crackdown*, Washington D.C, 6 août 2008, p 19-22).

raux souvent violents ayant pour objet la terre et la corruption, et n'étant apparemment pas vus comme un défi politique majeur par le gouvernement ou le Parti. Pourquoi les événements du Tibet furent-ils traités différemment, comme une menace nécessitant une réponse militaire coordonnée et interrégionale par les autorités ? Il y eut quelques raisons évidentes : les manifestations tibétaines ont eu des objectifs communs, elles ont montré des signes de coordination possible, elles ont eu une dimension religieuse et nationale, des intérêts et des soutiens étrangers, et ont défié le droit de domination du pouvoir central plutôt que les excès de cadres locaux particuliers. D'autres facteurs sont expliqués par de simples statistiques. Ce furent les premières manifestations de rue, dans le sens d'une démonstration explicite d'opposition au pouvoir chinois, dans les zones tibétaines depuis 12 ans. De petits incidents avaient eu lieu dans les deux années précédentes : un *sit-in* dans le monastère de Drepung à Lhasa en novembre 2005 pour protester contre des restrictions d'ordre religieux, un conflit parmi les moines au monastère de Ganden à propos d'un culte religieux controversé en 2006, des gestes symboliques en défense de la faune et de l'environnement la même année, une manifestation contre le chômage des diplômés à Lhasa également en 2006, des émeutes éclair ethniques en juillet 2007 et le fait de repeindre symboliquement l'ancienne résidence du dalaï-lama pour célébrer le prix que le Congrès américain lui avait donné en octobre 2007. Toutefois, les manifestations politiques par des Tibétains contre la domination chinoise, même des incidents à petite échelle, avaient pris fin en 1996, apparemment parce que les réponses de plus en plus rapides des forces de sécurité (des équipes en civil prêtes à agir placées autour du temple central, site principal de contestation à Lhasa) et la sévérité des peines de prison infligées aux opposants (six ans et demi en moyenne pour toute contestation publique aussi faible soit elle), avaient ôté toute valeur à ces pratiques, surtout depuis que ce genre d'incidents ne mobilisait que rarement le monde extérieur ou l'attention de la presse. Il n'y eut aucune manifestation à grande échelle explicitement contre le gouvernement à Lhasa au cours des 19 dernières années.

Pendant ces années, l'économie enregistra le développement le plus spectaculaire de l'histoire, avec une croissance annuelle à deux chiffres, pendant 14 ans, du PIB de la Région autonome du Tibet. C'était le résultat de la politique féroce de Pékin concentrée sur le développement des infrastructures, la croissance du PIB et sur l'apport de subventions financières pour les régions de l'ouest de la Chine et plus spécifiquement pour la Région autonome du Tibet. Il semble

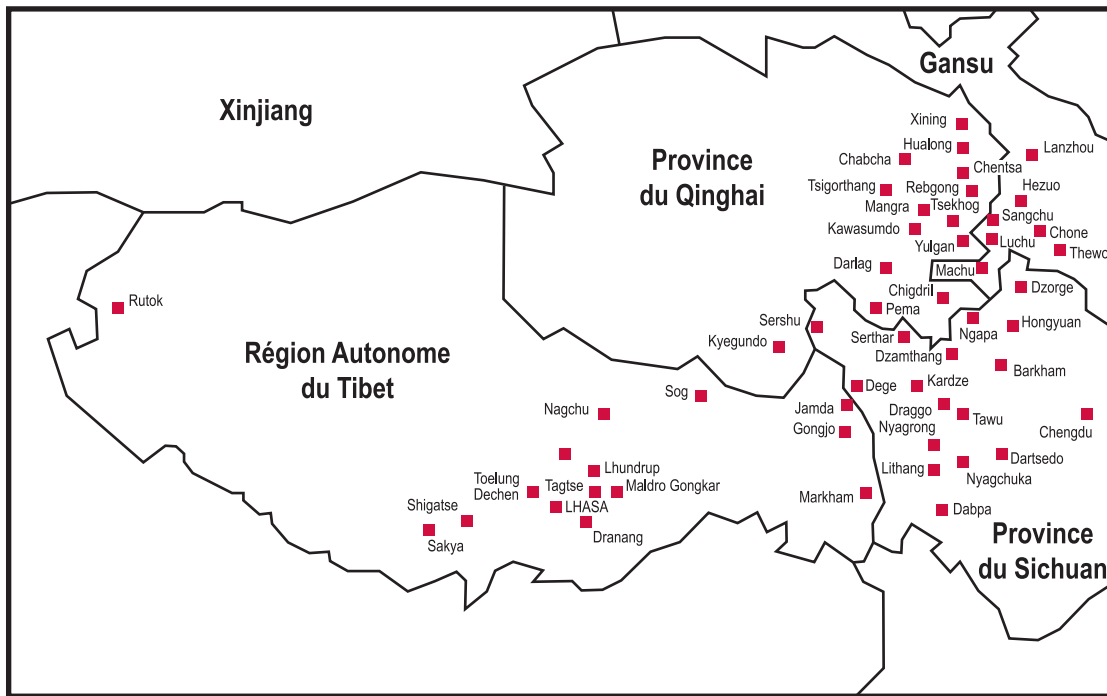
qu'en Chine ces résultats furent considérés comme signifiant que la population tibétaine était plus satisfaite. De plus, les dirigeants du Tibet rapportaient à Pékin et au public, que, du fait de ce progrès économique et d'autres facteurs tels que l'éducation politique intensive, les Tibétains soutenaient de plus en plus le régime et n'étaient plus intéressés par le dalaï-lama ou par l'opposition au gouvernement. Cette pratique de la désinformation mise en place par les dirigeants locaux, et surtout le fait que le centre croit aux rapports fournis par la base, est au cœur de toute analyse ayant pour objet la façon dont les Chinois traitent de la question tibétaine. Cette asymétrie entre le centre et la périphérie explique en grande partie l'impact disproportionné des manifestations de 2008 en Chine : s'il n'avait pas encouragé la désinformation dans les zones tibétaines, le gouvernement aurait su depuis longtemps qu'une phase d'agitation était en gestation. En tous cas, ces manifestations semblent réfuter l'affirmation, apparemment à la base de toute politique chinoise à l'égard des minorités depuis la fin des années 1970, que l'augmentation des richesses entraîne l'amélioration de l'ordre social et une plus grande allégeance envers la source des richesses, c'est-à-dire le gouvernement chinois et le Parti communiste chinois.

La politique de la géographie

Le détail des manifestations explique pourquoi ces événements eurent une importance politique exceptionnelle pour les dirigeants chinois. Les incidents de la fin des années 1980 eurent majoritairement lieu à Lhasa, tandis que les nouveaux événements couvrirent la plus grande partie du plateau tibétain. Entre 1987 et 1996, environ 213 manifestations politiques ont été enregistrées au Tibet, parmi lesquelles 160 ont été confirmées⁽⁶⁾, mais seulement cinq d'entre elles se déroulèrent hors de la Région autonome du Tibet. Dans la vague de 2008, 22 des 95 incidents enregistrés eurent lieu dans la Région autonome du Tibet (si l'on inclut celles s'étant déroulées dans des zones très peu peuplées dans l'ouest et le nord de ladite région, tandis que 75 eurent lieu dans les régions à l'est du plateau tibétain, que ce soit dans la région du nord-est traditionnellement appelée Amdo ou dans la région de l'est appelée Kham. En termes de régions administratives chinoises actuelles, il y eut au moins 30 incidents au Qinghai, 23 au Sichuan et 22 dans le

6. Voir Tibet Information Network, « Demonstrations September 1987 to August 1992 », *Tibet Information Network Background Papers on Tibet – Septembre 1992*, Septembre 1992 et Tibet Information Network, « Reported Demonstrations 1992-93: List » *TIN News Compilation, October 1993 – Reports from Tibet 1992-3*, octobre 1993, p. 31.

Figure 1. Carte des manifestations tibétaines



Les carrés rouges sur la carte indiquent les districts et les villes (ex : Lhasa, Xining, Lanzhou, Hezuo) où il y a eu des manifestations. Au sein d'un même district, il peut y avoir eu de nombreuses manifestations dans plusieurs villages ou monastères. Ces sites sont compilés à partir de plusieurs sources qui rapportent où les manifestations ont eu lieu depuis le 10 mars 2008. Mis à jour le 12 avril 2008.

sud du Gansu. Cela signifie que parmi les cinq entités provinciales chinoises ayant des zones tibétaines, seul le Yunnan ne fit pas face à des manifestations. Les incidents au niveau des villages et des communes qui n'ont pas encore été confirmés et qui ne sont donc pas inclus dans ces chiffres, eurent également lieu dans les régions tibétaines orientales tout comme la quarantaine d'incidents qui ont eu lieu depuis avril 2008.

Ceci est important parce que cela montre que la zone de mécontentement manifeste est bien plus grande que par le passé. Les zones tibétaines hors de la Région autonome du Tibet avaient des politiques bien plus douces au cours des années 1980, au point qu'elles étaient parfois décrites, même par des journalistes occidentaux, comme étant des exemples d'harmonie dans un État multiethnique, et des exemples effectifs d'autonomie local et de respect culturel⁽⁷⁾. Ces régions étaient les seules à avoir des collèges tibétains (il n'y en a aucun dans la Région autonome du Tibet), elles n'avaient pas été affectées par les dispositions de la loi martiale de 1989 et elles avaient une proportion bien plus élevée de Tibétains parmi les dirigeants locaux, avec en apparence des formes d'administrations plus décentralisées. Elles

avaient en général de plus grands monastères et une interférence moindre dans les pratiques religieuses, de nombreuses publications en tibétain et une activité culturelle et intellectuelle en langue tibétaine dynamique. Les écrivains tibétains, les poètes, les journaux non officiels, les éditeurs, les réalisateurs, les bloggeurs et les musiciens fleurissaient dans ces régions et dominaient la vie culturelle tibétaine. Tous les Tibétains savaient que le contrôle de l'État, au moins depuis les manifestations de 1987, était bien plus strict au sein de la Région autonome du Tibet que dans les régions de l'est, et le travail de terrain des spécialistes étrangers est presque exclusivement limité aux zones orientales. Les touristes étrangers n'ont pas pu entrer légalement dans la Région autonome du Tibet depuis 1989, mais il y a au moins dix ans que l'ensemble des zones tibétaines orientales sont ouvertes aux étrangers sans aucune nécessité de permis spécial. Le bon sens aurait prédit un niveau de satisfaction envers la Chine bien plus élevé dans les zones tibétaines orientales que dans la Région autonome du Tibet depuis le début des années 1980, et la perte de ce soutien traduit un changement d'allégeance important des populations tibétaines de ces régions.

Il y a d'autres raisons qui ont pu conduire les responsables chinois à s'inquiéter de l'agitation grandissante au Kham et dans l'Amdo. Bien que la langue écrite de ces zones soit presque identique à celle du Tibet central, beaucoup des dialectes parlés sont incompréhensibles entre eux. Le système social avant la prise chinoise était différent : les grands domaines seigneuriaux possédés par les aristocrates étaient une caractéristique de la société du Tibet central qui n'était pas vraiment connue dans les régions de l'est. De plus, historiquement la plupart des régions orientales ne sont plus sous le contrôle de Lhasa depuis des siècles. Au début du XX^e siècle, le gouvernement de Lhasa reprit brièvement le contrôle de certaines parties du Kham, mais l'est du Kham et l'ensemble de l'Amdo n'étaient plus sous domination de Lhasa depuis au moins deux siècles. Bien que Lhasa avait inclus dans la Convention Simla de 1913 sa revendication d'avoir des intérêts et un rôle particuliers dans ces territoires, lorsque l'Armée populaire de libération reprit ces régions en 1949 et en 1950, Lhasa n'enregistra aucune plainte formelle, et ne parla d'invasion à l'époque que lorsque les troupes chinoises passèrent le Haut Yangtse pour atteindre ce qui est aujourd'hui la Région Autonome du Tibet. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1950 qu'il y eut des protestations presque simultanées dans l'est et dans l'ouest du Tibet, et leur caractère récurrent revêt une importance historique⁽⁸⁾.

Le caractère exceptionnel de cette coïncidence devient plus clair si l'on se penche sur les revendications des manifestants. On dit que la marche des moines de Deprung du 10 mars avait eu trois revendications non politiques telles que le relâchement de cinq moines arrêtés lors du blanchiment de l'ancienne résidence du dalaï-lama en octobre 2007. Les étudiants de la manifestation à l'Université des nationalités du Nord-Ouest le 16 mars portaient une simple banderole disant « Partager la joie et la souffrance des Tibétains » (*Bod mi'i skyid sdug mnyam myong*). Des déclarations aussi bien calibrées étaient peu habituelles, surtout après les manifestations du 14 mars qui sont apparues peu organisées, qui avaient rarement un slogan unique ou des revendications spécifiques. La majorité des témoignages qui décrivent les slogans et les revendications des manifestants disent que la plupart sont en rapport avec le dalaï-lama – une banderole écrite à la main disait « Inviter sa Sainteté, s'attacher à la liberté » (*Gong sa gdan zhu / rang dbang rtsol*) – et des photographies de nombreuses manifestations montrent des gens brandissant des photos de dirigeants exilés. Ceci diffère des slogans des manifestants de la fin des années 1980, qui étaient des appels classiques à l'indépendance ou l'exigence

de voir les Chinois partir. Ceci reflète probablement à quel point, au cours des 20 dernières années, le dalaï-lama déplaça le cœur de l'issue politique de la question tibétaine de l'indépendance vers la négociation avec la Chine. Cela souligne également l'importance du niveau de propagation des idées des radios en langue tibétaine à l'étranger – *Voice of America*, *Radio Free Asia* et *Voice of Tibet* – basées aux États-Unis et en Norvège qui fournissent des bulletins d'informations quotidiens au monde extérieur sur les événements liés au Tibet depuis au moins 1990. Mais la raison principale expliquant la popularité du dalaï-lama au Tibet est la politique chinoise d'attaque permanente contre lui, politique commencée en 1994 lorsque la Chine décida de lier la question tibétaine aux prises de position du dalaï-lama et commença à l'attaquer de façon répétée dans la presse et à exiger des moines, des nonnes et d'autres qu'ils le dénoncent.

Des comptes rendus sur de nombreux incidents font état de personnes criant pour l'indépendance du Tibet : il est important de noter que les manifestations indiquent qu'il y a un point de vue généralisé parmi les Tibétains selon lequel le Tibet était une nation indépendante par le passé. Au cours d'au moins 11 incidents, on sait que les manifestants portaient le drapeau national tibétain qui est interdit en Chine et qu'il est très dangereux d'exposer (en décembre 1988 la police armée de Lhasa tua deux Tibétains à bout portant parce qu'ils portaient des drapeaux). Dix des manifestations de 2008 avec des drapeaux eurent lieu dans le Tibet oriental, la plupart dans les régions de l'Amdo où le drapeau n'avait jamais flotté auparavant. Elles n'avaient pas été sous administration tibétaine depuis des siècles, et avant 1949 ne se considéraient pas comme faisant partie d'un Tibet considéré comme entité politique unitaire. L'utilisation de drapeaux ne signifie pas nécessairement (comme certains l'ont revendiqué) que ces manifestants demandaient l'indépendance. Les images omniprésentes du dalaï-lama soulignent qu'ils pensent comme lui que le Tibet était indépendant par

7. Voir par exemple Fred Lane, « The Warriors Tribes of Kham », *Asiaweek*, 2 mars 1994.
8. Les manifestations de l'Amdo semblent également avoir un lien proche avec des endroits où il y eut d'importants conflits avec l'Armée populaire de Libération et des atrocités présumées au cours d'une campagne pour réprimer la dissidence en 1957-58. Des mémoires de ces événements n'ont commencé à circuler au Tibet que récemment, que ce soit par des récits oraux ou par des publications non officielles telles que Nus Blo, *Nags tshang zhi lu'i skyid sdug* (Joies et peines d'enfance dans la famille Tchang), publié en privé par l'auteur à Xining en 2007, et la série *Rin bzang gi mu 'brel zin tho* (Les notes de Rinzang mises en feuilletton) y compris Rin bzang, *Nga'i pha yul dang zhi ba'i bcing grol* (Ma patrie et la libération pacifique) Rin bzang, *Nga'i pha yul dang gzab nyan* (Ma patrie et l'écoute attentive); et Blo bzang Don 'grub, *Nga tsho'i mi rigs dang nga tsho'i bsam blo* (Notre nationalité et notre pensée), tous publiés en privé, probablement en Amdo en 2008.

le passé mais qu'ils sont néanmoins prêts à accepter une solution négociée même si certains d'entre eux souhaitent l'indépendance dans un avenir plus ou moins proche. L'utilisation de drapeaux suggère effectivement que le phénomène du nationalisme tibétain et l'idée du Tibet comme nation distincte sont bien plus généralisés qu'il y a 20 ans.

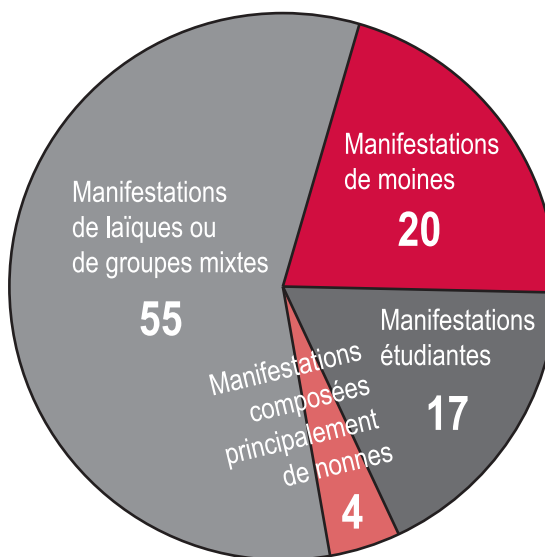
Classes et contestation

Les événements de 2008 soulignèrent une autre différence majeure d'avec les manifestations précédentes dans le Tibet post-Mao : les participants venaient d'une large gamme de classes sociales et de professions. Plus de 90 % des manifestations politiques à Lhasa à la fin des années 1980 étaient dirigées par des moines et des nonnes, et les quelques fois où les gens du commun participèrent, ils appartenaient en général à la nouvelle classe des petits commerçants : petits entrepreneurs urbains à qui, vers le milieu des années 1980, on venait de redonner le droit de pratiquer leur religion et d'avoir des petits stands dans la rue du marché autour du temple central de la ville. Il y eut des exceptions – sept incidents politiques furent organisés par des fermiers dans des villages en 1993, deux étudiants furent notoirement arrêtés en 1998 et au moins deux manifestations symboliques apolitiques furent organisées par des étudiants à Lhasa en 1989 et 1993 – mais en général le nombre de participants était faible. Ce phénomène semble avoir en partie poussé les responsables chinois à conclure qu'en augmentant la taille et la richesse de la classe moyenne tibétaine (probablement pas plus de 5 à 10 % de la population) ils achèteraient sa loyauté et réduiraient l'agitation, une théorie clé dans leur décision d'augmenter, après 1992, les salaires et d'améliorer les conditions de vie des fonctionnaires au Tibet.

Mais même dans les rapports peu précis disponibles jusqu'à maintenant, il est clair que bien plus de personnes de différentes couches sociales prirent part aux événements de 2008. 30 % des 95 incidents rapportés eurent lieu dans des villages ou des communes et la proportion d'incidents ruraux risque d'être bien plus grande une fois qu'on aura accès à plus d'informations. Cela signifie sûrement qu'un nombre significatif de fermiers y participa tout comme dans certains cas des nomades. La majorité des incidents restants eut lieu dans des petites villes ayant une population souvent comprise entre 5 000 et 10 000 habitants, villes qui dans certaines parties du monde seraient considérées comme des communautés rurales. Cela signifie qu'en terminologie officielle chinoise, ces événements seraient classés comme agitation ou révolte paysanne, et qu'ils auraient été organisés

Figure 2. Distribution approximative des laïques, des moines, des nonnes et des étudiants ayant pris part aux manifestations

Troubles au Tibet mars-avril 2008



Toutes les données sont provisoires et fondées sur des apports des media et d'internet et incluent des informations non confirmées.

par ce qui est vu comme étant la base traditionnelle du Parti, la classe sociale qui, en théorie, a le plus bénéficié du gouvernement direct de la Chine, de la brève distribution des terres des années 1950 et de la dissolution des communes populaires à la fin des années 1970.

Les moines et les nonnes avaient organisé la grande majorité des manifestations au cours des vagues précédentes. En 1994, après une réunion décisive à Pékin appelée le Troisième forum sur le travail au Tibet, l'État avait lancé la pratique formelle consistant à considérer de façon préemptive l'ensemble des « professionnels religieux » comme suspects politiques. Ce fut la justification du mouvement d'« éducation patriotique » qui se traduisit, à partir de mai 1996, par l'envoi d'équipes de cadres du Parti dans chaque monastère et couvent du Tibet pour une durée de trois mois afin d'exiger des déclarations écrites de loyauté à l'État et des dénonciations du dalaï-lama. On gela le nombre de moines et de nonnes au Tibet et on fixa des quotas pour chaque établissement. Des pratiques semi-officielles consistant à bannir sans permission préalable les nonnes et les moines des établissements officiels, tels que l'Université du Tibet, sont

même apparues à Lhasa. La mise en place de ce profil-type avait pour but de contrôler les sources de l'agitation. Mais seules 24 % des manifestations du printemps 2008 étaient exclusivement composées de moines ou de nonnes ; les autres incidents *ont été dirigés* ou incluaient un nombre important de laïques. Les moines organisèrent les premiers événements des trois premiers jours à partir du 10 mars mais, par la suite, la majorité des incidents ont été dominés par des laïques. Ceci marque une différence importante par rapport aux modèles de manifestations antérieurs.

Dans les vagues d'agitation précédentes au Tibet, il y avait eu peu de signes de participation des élites (fonctionnaires, lamas, hommes d'affaires importants, intellectuels laïques) aux manifestations. La participation de membres de ces groupes dans les manifestations de 2008 n'est pas encore claire mais 17 des 95 événements d'abord recensés furent organisés par des étudiants, y compris ceux de quatre des cinq Universités des nationalités (les institutions spéciales destinées à former la future élite des ethnies non chinoises) qui ont un département de tibétain. On trouve par ailleurs, parmi les personnes détenues par les autorités lors de la rafle de suspects après les manifestations, l'intellectuel et chanteur Jamyang Kyi, les écrivains et bloggeurs Kunga Tsangyang (Kangnyi), Kunchok Tsephe, Lobsang Kirti, Thuksam, Dokru Tsultrim, Lodro Wangpo, Jamyang Phuntsok, Go Sherab Gyatso, le réalisateur Dhondup Wangchen, les chanteurs Dabe, Drolma Kyi, Lhundrup, Tenzin et Tashi Don-drup, les éducateurs Palchen Kyab et Sonam, le lama Phurba Tsering et l'éducateur VIH/SIDA Wangdu.

Ceci implique que la majorité des incidents de 2008 furent ruraux, organisés majoritairement par des gens du commun et qu'on a des indications significatives de participation ou de soutien des élites. Ces chiffres ne répondent pas à la question de la proportion de la population tibétaine représentée par les manifestants – une estimation chinoise pose le nombre total de manifestants à 30 000, environ 0,5 % de la population tibétaine. Mais il est clair qu'un large éventail de groupes sociaux fut représenté de façon importante au cours de la période d'agitation, et qu'il y eut une généralisation significative, au Tibet et parmi l'ensemble des classes, du sentiment de soutien au dalaï-lama et de la croyance d'une nation tibétaine indépendante par le passé.

La typologie de la contestation

Les manifestations de 2008 se sont distinguées des précédentes par le niveau relativement haut de violence. La violence devint le trait principal de toute représentation des évé-

nements, surtout en Chine, et fut utilisée par différents groupes comme un facteur déterminant pour encadrer la réaction du public, certains l'exagérant, d'autres la minimisant. Toutefois, la violence dans les manifestations de 2008, devrait être comparée à celle de mouvements précédents de taille et de composition similaires, étant donné qu'il n'y a d'habitude de la violence au Tibet que lors de manifestations comprenant un grand nombre de gens du commun ou lors d'incidents ruraux. Lors des manifestations de 2008, le nombre de participants à chaque manifestation fut bien plus important que lors de la vague précédente, de l'ordre de 100 par manifestation sinon bien plus, contre environ 20 par le passé. Plus de la moitié des manifestations de 2008 comprirent des gens du commun contre environ 10 % par le passé. Il est normal que des manifestations de grande envergure comprenant des gens du commun conduisent à la violence, d'abord contre les forces de sécurité, puis contre des biens gouvernementaux et enfin, s'ils n'ont pas été arrêtés par la police, contre les magasins des migrants⁽⁹⁾. Une comparaison approximative montre qu'en 2008 la proportion des manifestations rurales ou dominées par des gens du commun qui devinrent violentes était de 36 %, plutôt moins que dans les années 1980 (43 %⁽¹⁰⁾). Toutefois, le nombre de morts parmi les spectateurs civils, majoritairement han, causé par les manifestants lors des émeutes de Lhasa et Dechen des 14 et 15 mars fut bien plus élevé que lors de n'importe quel incident antérieur.

Il y eut un débat intense sur le nombre de manifestants tibétains tués par les forces de sécurité lors des manifestations de 2008 ou lors d'une détention consécutive aux événements, avec des chiffres allant de huit à plus de 200. Les autorités chinoises reconnurent que les troupes avaient ouvert le feu en état de légitime défense lors de deux manifestations au Sichuan, mais dirent qu'aucune arme à feu n'avait été utilisée par les troupes à Lhasa, ce qui contredit les témoignages de témoins oculaires. Les autorités chinoises dirent à un moment ou à un autre que huit manifestants tibétains moururent pendant ou peu après les manifestations, mais

9. Dans les deux manifestations à Lhasa le 5 mars 1989 et le 14 mars 2008, la violence s'intensifia en passant d'attaques contre les forces de sécurité à une violence généralisée contre les magasins de Chinois car pendant plusieurs heures peu ou pas de forces de police furent envoyées pour contrôler la situation. Bai Ma, Président de la Conférence politique consultative du Qinghai, dit : « Il est regrettable que les autorités à Lhasa n'aient pas agi de façon ferme pour contrôler la situation dans les premières heures des émeutes du 14 mars » et « une tactique arbitraire et maladroite ne fait que créer une plus grande animosité » (Shi Jiangtao, « La solution aux Tibétains est "plus de contrôle" », *South China Morning Post*, 26 avril 2008).

10. La plupart des manifestations entre 1987 et 1996 incluait de très petits groupes de dix ou 20 personnes sinon moins, toujours constitués de moines ou de nonnes. Il n'y eut pas de violence au cours de ces incidents.

Figure 3. Comparaison de types et de degré de violence lors des manifestations de 1987-1996 et mars-avril 2008

Violence lors des manifestations des années 1980 et de 2008		1987-1996	mars-avril 2008
Nombre total de manifestations politiques connues		env. 200	Au moins 95
Nombre de manifestations non-violentes		env. 190	env. 77
Nombre de manifestations majoritairement laïques		env. 7	env. 50
Nombre de manifestations violentes (en % parmi les manifestations laïques)		3 (43%) ¹	18 (36%) ²
Attaques contre des spectateurs civils par les manifestants (morts)		0	2 (18 morts) ³
Attaques contre des biens gouvernementaux par des manifestants		3 cas d'incendie de véhicules de police et 1 cas d'incendie de commissariat	18 cas, incluant l'incendie de véhicules, de commissariats, de bureaux gouvernementaux et d'autres immeubles
Attaques contre de la propriété de civils par les manifestants		1 cas de mise à sac de boutiques chinoises ⁴	4 cas incluant l'incendie et la mise à sac de boutiques chinoises et hui ⁵
Attaques contre des personnel de sécurité par les manifestants (morts)		3 manifestations (1 mort)	18 manifestations (2 morts) ⁶
Nombre de manifestants tués par les forces de sécurité		Estimation: de 75 à 150	Estimation: de 30 à 219

NOTE : les chiffres sont des estimations.

1. Il y a peut-être aussi eu des violences mineures lors de trois manifestations dans des villages près de Lhasa en 1993, mais les informations détaillées sur ces événements ne sont pas claires.
2. Il faut noter que la plupart des incidents violents en 2008 eurent lieu à ou autour de Lhasa, au Sichuan ou dans le Sud du Gansu. Il n'y a pas eu de morts lors des manifestations dans le Gansu.
3. Les dix-huit morts eurent lieu lors des émeutes à Lhasa le 14 mars, au cours desquelles 132 bâtiments furent brûlés et lors de plus petites émeutes le 15 mars à Dechen dans le district de Taktse à 25 kilomètres à l'est de Lhasa, où 23 bâtiments furent brûlés. Onze Chinois et un Tibétain moururent dans des magasins qui furent brûlés par des émeutiers tibétains, qui ne savaient peut-être pas qu'il y avait des gens à l'intérieur. Les causes des six autres morts ne sont pas claires.
4. Ce chiffre n'inclut pas les dégâts d'émeutes ethniques occasionnelles (par opposition aux protestations politiques) de Tibétains contre des Hui musulmans.
5. Les attaques contre de la propriétés privée de migrants Chinois ou Hui eurent lieu à Lhasa (14 mars), Dechen (15 mars), Machu (16 mars), Ngaba (16 mars).
6. Un policier fut tué à Lhasa ou à Dechen le 14 ou le 15 mars, et un policier ou un soldat fut peut-être tué à Drango (en chinois Luhuo) au Sichuan, le 24 mars. Il y eut de nombreux cas de blessures graves.

soit insinuèrent que leurs troupes n'étaient pas responsables soit par la suite revirent ces rapports⁽¹¹⁾.

Les caractéristiques particulières des troubles de 2008 deviennent plus claires si l'on examine la typologie des manifestations. On peut les diviser en six types :

Les marches pacifiques. Ce sont des manifestations pré-organi-

11. Les autorités chinoises ont dit que trois manifestants moururent à Lhasa les 14 et 15 mars (un « sauta d'un immeuble lorsque la police vint l'arrêter » et deux « furent blessés dans le désordre » *Materials on the March 14 Incident in Tibet (I)*, Foreign Languages Press, Pékin, 2008, p. 32) ; que quatre furent tués par balle à Ngaba le 16 mars (le rapport fut enlevé le jour suivant – voir note 4 ci-dessus) ; et qu'un Tibétain nommé Tendar mourut à Lhasa « de maladie » en « attendant son procès pour participation aux manifestations » (« Police violence video a lie from Dalai Lama group », *China Daily/Xinhua*, 24 mars 2009).

sées, contre des restrictions spécifiques ou contre des politiques mises en place, dans lesquelles un grand nombre de personnes, en général des moines ou des nonnes, se rassemblent pour mener une marche ou un *sit-in*. C'est ce que firent les moines de Drepung et Sera les 10 et 11 mars, en suivant peut-être un modèle birman de protestation monastique. Ces événements furent essentiellement pacifiques mis à part quelques échauffourées lorsque la police tenta de procéder à des arrestations. Les émeutes éclair. Une foule se crée très rapidement et de façon spontanée à cause d'une rumeur ou d'un incident dans la région. C'est le cas des manifestations du 21 février 2008 à Rebkong au Qinghai et des incidents de Lhasa et de Dechen les 14 et 15 mars⁽¹²⁾. Celles-ci n'ont en général pas de revendication spécifique, elles tendent à inclure des formes de violence contre des biens et peuvent durer longtemps s'il n'y a pas d'action effective entreprise par les forces de sécurité. Elles n'ont ni dirigeants clairs, ni buts ni slogans, et semblent puiser leur force dans le mécontentement général ou les préjugés, et ont donc souvent une dimension ethnique. Les manifestations en soutien à des événements ayant lieu ailleurs. Ce sont des manifestations ciblées dans des villages ou des petites villes en réaction à la nouvelle d'un incident ou d'un anniversaire ailleurs. Ces incidents tendent à avoir des objectifs et des slogans largement partagés. Ils peuvent avoir des slogans improvisés et commencent en général par une marche vers un site particulier, souvent un bâtiment ou un bureau du gouvernement. Ils peuvent conduire à des épisodes de violence contre des biens ou contre le personnel, en général gouvernemental. Les manifestations de mars 2008 dans les monastères de Lutsa, Ditsa (Qinghai) et Labrang (Gansu) et celles de Phenpo, Taktse, Medrogungkar (Région autonome du Tibet), Ngaba (Sichuan), Chone, Tsoe et Luchu (Gansu) marquant l'anniversaire de la révolte de 1959 ou réagissant à la nouvelle des événements du 14 mars à Lhasa étaient de ce type.

Des protestations contre un incident local. Ce sont également des protestations ciblées dans un village ou dans une petite ville, en réaction à un incident spécifique qui vient à peine d'avoir lieu dans ce même village ou dans la région. Il s'agit en général d'un abus d'un fonctionnaire local tel que l'arrestation de moines du monastère local. Encore une fois, les revendications et les cibles sont relativement précises. C'est ce qui se passa à Drango, Tongkor, Nyatso (Sichuan), Medrogungkar (RAT) et dans d'autres endroits à partir du début d'avril 2008 après l'entrée d'équipes d'éducation patriotique ou d'équipes de recherche dans des monastères locaux fin mars. Les manifestations de solidarité. Ce sont des veillées ou des marches qui expriment de la compassion envers ceux qui ont

Figure 4. Manifestations de mars-avril 2008 – estimations du nombre de morts

Morts dans les manifestations de 2008		Fonctionnaires RPC	Estimations	
			Campagne Internationale pour le Tibet	Gouvernement tibétain en exil
Manifestants tibétains	Tués par les forces de sécurité	8	140 ¹	219
Spectateurs / civils	Tués par les manifestants	18	18	[non donné]
Personnel de sécurité	Tués par les manifestants	1	2	1

1. Les rapports les plus détaillés des exilés font état d'au moins huit Tibétains tués par balle à Ngaba (en chinois Aba) au Sichuan le 16 mars ; dix à Tongkor près de Kardze (en chinois Ganzi) au Sichuan le 3 avril ; quatre à Kardze (Ganzi) le 18 mars ; trois à Dabpa (en chinois Daocheng) au Sichuan le 16 mars ; un à Phenpo près de Lhasa le 15 mars et un autre à Drango (en chinois Luhuo) au Sichuan le 24 mars.

souffert dans des manifestations précédentes, mais qui ne formulent aucune revendication pour elles-mêmes. Les manifestations étudiantes des Universités de nationalité étaient de ce type. Elles furent pacifiques et ne furent pas dispersées par la police.

Les protestations isolées. Elles incluent des individus ou de très petits groupes, souvent des moines ou des nonnes, qui organisent des protestations symboliques dans les centres-villes, avec une banderole. De tels gestes, offrir son corps à l'arrestation et aux coups au nom d'une communauté ou d'une cause, eurent lieu de plus en plus souvent au Sichuan à partir de mars 2008. Ces manifestations sont souvent mises en œuvre par des femmes. Elles sont toujours pacifiques (hormis un cas d'auto-immolation à Ngaba le 27 février 2009) mais conduisent à une arrestation immédiate, souvent très brutale, et il a été rapporté que l'on a parfois tiré sur les manifestants.

Les émeutes-éclair du type 2 ne sont pas neuves au Tibet. Les trois émeutes de Lhasa en 1987, 1988 et 1989 étaient contre le gouvernement chinois sans être motivées par une animosité ethnique et les plus petites émeutes de Lhasa en 1995, de Chentsa (en chinois *Jianza*) au Qinghai en 2002 et de Golok (en chinois *Guoluo*) au Qinghai en juillet 2007

12. Sur l'incident de Rebkong voir Charlene Makley, « Ballooning Unrest: Tibet, State Violence, and the Incredible Lightness of Knowledge », in Kate Merkel-Hess (éd.), *China in 2008: A Year of Great Significance*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2009, p. 44-56.

étaient explicitement ethniques, en l'occurrence contre les Chinois musulmans (Hui). Une violence répandue et des attaques de caractère ethnique sont fréquentes dans ce type d'incidents, au Tibet ou ailleurs dans le monde. Les incidents de type 6, les actions isolées, ressemblent à la majorité des formes de contestation de la phase des années 1980. Les manifestations de type 4, qui eurent une croissance exponentielle au Tibet l'année dernière, sont en général rurales et souvent violentes mais sont en principe proches des nombreuses manifestations qui ont lieu à travers la Chine. Si on les prend en compte à l'exclusion de toutes les autres, elles sembleraient moins troublantes pour les dirigeants chinois parce qu'elles n'impliquent pas une forme de coordination ou d'organisation et elles peuvent en théorie être évitées par un changement de politique locale ou en remplaçant ou disciplinant les fonctionnaires locaux. Mais les trois autres types de manifestations sont nouveaux : les marches pacifiques coordonnées à la birmane ou les *sit-in* mis en place par un grand nombre de moines ; les protestations villageoises en soutien à des événements ayant lieu à des centaines de kilomètres ou des années plus tôt ; les gestes explicites de sympathie de la part de l'élite estudiantine. La majorité des événements de mars 2008 étaient des manifestations villageoises de type 3, qui étaient essentiellement une réponse rurale aux événements de Lhasa du 14 mars. La plupart des manifestations depuis fin mars 2008 ont été de type 5 et de type 6 : des réactions à la réponse des fonctionnaires locaux aux événements de mars (surtout le nouvel envoi d'équipes patriotiques d'éducation ou de troupes paramilitaires dans des monastères locaux). Ces formes de résistance incluent d'importants secteurs de la population qui n'étaient pas engagés dans les manifestations précédentes, et impliquent une bonne connaissance de l'histoire, une transmission rapide des nouvelles sur les événements ayant lieu à travers le Tibet et des croyances partagées. Les manifestations villageoises de type 3 en particulier représentent le groupe le plus important de la population tibétaine : 85 % des Tibétains de la Région autonome du Tibet vivent à la campagne. Pour les villages qui n'ont pas de tradition de manifestation coordonnée et pacifique, un degré de violence est probable malgré les appels répétés à la non-violence de la part du dalaï-lama.

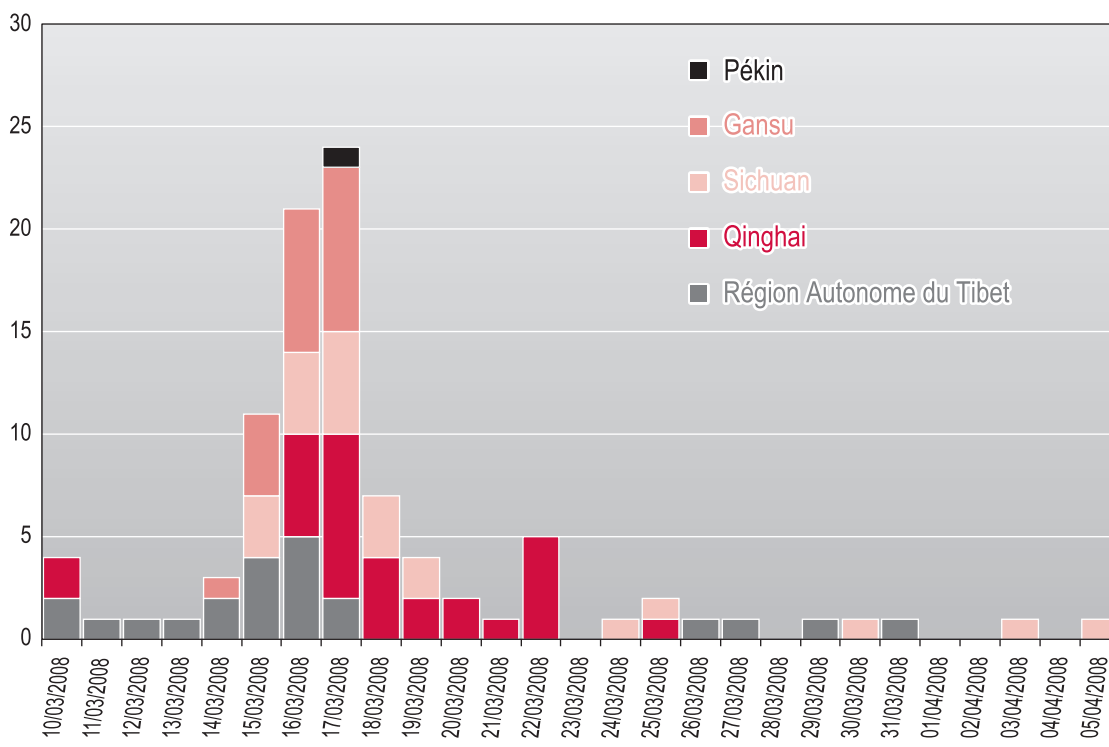
On peut donc déduire de ce qui précède les traits frappants des manifestations de 2008 : les émeutes-éclair engagent une violence plus intense, mais ceci s'explique par le fait que les nouvelles manifestations incluent un nombre de participants bien plus important que les anciennes ; la

participation d'un nombre plus important de gens du commun ainsi que de gens de la campagne, d'étudiants et de moines organisés ; et on constate un partage de l'information bien plus rapide tout comme la perception d'intérêts communs d'un bout à l'autre du plateau. Si l'on combine ces informations aux données sur l'étendue géographique et sociale des incidents, on peut voir que les manifestations de 2008 indiquent la politisation et la radicalisation des classes laïques tibétaines autrefois dormantes, tout particulièrement les fermiers et les nomades du Tibet oriental, soutenues par les étudiants de la nouvelle élite de la classe moyenne urbaine et par des groupes monastiques de plus en plus sophistiqués.

Différencier la représentation de la cause

Pourquoi donc la plus grande partie de la discussion sur les événements s'est-elle concentrée sur la question de la violence ? Pour les dirigeants politiques, la question principale est, ou devrait être, celle de connaître les raisons du développement important de conscience et d'activité politique parmi les Tibétains. Les récits sur la violence permettent aux deux côtés d'éviter d'autres questions et de consolider leurs positions respectives. Du point de vue tibétain, la violence vient de l'État chinois et est une preuve de son caractère répressif, alors qu'en même temps elle justifie la violence des manifestants. Pour les Chinois, d'une part la violence vient des nationalistes tibétains et explique pourquoi des mesures militaires fortes furent nécessaires et d'autre part il faut alimenter (sans aucune raison claire) l'affirmation que les agitations furent fomentées par des forces extérieures au pays. En effet, la violence est une image à forte connotation émotive mais elle n'explique que peu les causes des troubles, puisqu'elle peut apparaître pour de nombreuses raisons autres que celles à l'origine de l'agitation. Il est nécessaire, pour expliquer l'étendue des troubles, soit de trouver des preuves d'une instigation coordonnée soit d'étudier les facteurs systémiques tels que les politiques gouvernementales et les conditions sociales. Mais dans le cas du Tibet, l'étude de ces questions a été largement remplacée par des débats dans les médias sur la signification et la nature de l'agitation, de sorte que l'on ne peut plus distinguer les arguments sur les causes de l'agitation de la façon dont ils sont présentés. Dans ce cas, la représentation, et même la manipulation publique de données, est utilisée par tous les camps comme une manière d'éviter de trouver des réponses indésirables aux questions sur les causes. Ceci pourrait expliquer pourquoi il y a eu très

Figure 5. Tableau montrant le nombre de manifestations par jour dans chaque province du 10 mars au 5 avril 2008



Toutes les données sont provisoires et tirées de reportages publiés dans les médias et sur Internet et incluent des informations non confirmées.

peu de discussions sérieuses dans les médias chinois sur les causes des troubles⁽¹³⁾.

Il y avait plusieurs motifs qui poussaient les analystes à envisager que les événements de 2008 auraient pu être coordonnés. Ils comprenaient le même type d'activité politique au même moment dans des endroits très éloignés, à un niveau tel qu'il n'y en avait jamais eu auparavant. Le 10 mars il y eut cinq événements similaires – des manifestations pacifiques d'un grand nombre de moines – dans des endroits (Lhasa dans la Région autonome du Tibet, Ditsa et Lutsa au Qinghai) séparés d'environ 1 000 kilomètres. Ces événements coïncidèrent avec une initiative lancée par cinq groupes d'exilés en Inde qu'ils appelèrent un « soulèvement populaire », qui incluait une « marche de la paix » de 100 exilés tibétains partant de New Delhi le jour même dans le but supposé de passer la frontière du Tibet. Le plan déclaré des exilés était de stimuler des activités qui bouleverseraient les jeux Olympiques devant se tenir à Pékin au mois d'août suivant et largement considérés comme étant un test quant à

l'acceptation de la Chine par la communauté internationale. La deuxième phase de manifestations, celle qui commença avec les émeutes de Lhasa le 14 mars, montra également des activités quasi simultanées à travers une grande zone. La centaine d'événements qui eurent lieu au cours du mois suivant ne se répartirent pas de façon équitable : au moins 64 d'entre eux, et sûrement bien plus, eurent lieu dans les 72 heures qui suivirent les émeutes de Lhasa. Ces constatations pourraient aussi être une indication possible d'une certaine coordination.

Dans les heures qui suivirent les émeutes du 14 mars, les médias chinois annonçaient que le dalaï-lama avait organisé les événements, violence incluse. Une partie de ces médias sous-entendirent que le dalaï-lama avait personnellement coordonné les manifestations et prémédité des actes de violence. À des niveaux plus élevés de la hiérarchie, la faute fut

13. Les causes économiques et sociales furent invoquées en détail en Chine pour la première fois par une étude d'une ONG chinoise, *Gongmeng* ou l'Institut d'une constitution ouverte (voir l'article de Holzman dans ce numéro).

Les soldats qui, selon les dirigeants exilés, étaient des fauteurs de troubles de l'Armée populaire de libération déguisés en moines lors des émeutes du 14 mars à Lhasa. En réalité, la photographie montre des soldats travaillant en tant que figurants dans un film de Michelle Yeo, *The Touch*, à Lhasa en 2001. © TCHRD



attribuée plus diplomatiquement à « la clique du dalaï-lama ⁽¹⁴⁾ ». Comme le dit le Premier ministre chinois le 18 mars « cet incident fut organisé, prémédité, téléguidé et incité par la clique du dalaï-lama ». Des preuves soutenant cette affirmation furent publiées par la presse officielle chinoise le 31 mars ⁽¹⁵⁾.

Toutefois, ces preuves furent largement rejetées par les médias internationaux et les hommes politiques qui les jugèrent peu substantielles : elles étaient soit invérifiables, soit semblaient montrer la rhétorique habituelle des groupes en exil en campagne, ayant pour but de mobiliser d'autres exilés plutôt que ceux à l'intérieur du Tibet. La plus grande partie ne s'écarterait que peu de la propagande vide des années précédentes. Des spécialistes tels que Tsering Shakya notèrent que les activistes exilés n'avaient jamais fait preuve d'une grande habileté pour organiser quoi que ce soit à l'intérieur du Tibet ou même d'établir des contacts sérieux dans la région, arrivant ainsi à la conclusion que la force de leur rhétorique fut probablement elle-aussi surestimée ⁽¹⁶⁾. Il y eut des organisations clandestines qui fonctionnèrent effectivement au Tibet jusqu'à ce que la plupart d'entre elles soit écrasée par une intensification des opérations de sécurité nationale en 1993. Depuis, toute activité semble avoir été limitée à la circulation d'information. Malgré de fréquents procès avant l'heure à propos d'une instigation extérieure dans les médias, les services de sécurité chinois ne sont pas parvenus, au cours des 20 dernières années, à ficeler une affaire prouvant un quelconque lien substantiel entre les exilés et les troubles au Tibet ⁽¹⁷⁾. Au cours des cinq dernières années, un nombre croissant de jeunes Tibétains éduqués illégalement dans des écoles d'exilés sont rentrés à Lhasa et dans d'autres régions tibétaines, souvent animés de convictions nationalistes profondes, mais leurs activités et leurs identités sont connues de tous, les services de sécurité auraient sûrement eu connaissance d'une quelconque tentative d'action de leur part. Comme avant, l'État a surtout accusé ces exilés rapatriés de faire circuler des informations, mais non de fomenter des manifestations ou de troubles.

La difficulté principale des thèses du complot est l'abondance d'explications plus simples. Toute l'information nécessaire pour que des événements aient lieu à peu près au même moment faisait le tour du monde dans les médias internationaux, et les Tibétains ont accès à ces sources médiatiques depuis plusieurs années par des radios à ondes courtes et par les émissions par satellite de l'étranger. Ces émissions atteignent plus facilement les zones rurales que les zones urbaines du Tibet autour desquelles se concen-

trent des stations ayant pour but de brouiller les ondes. Il y eut, hors de Chine et sur ces radios, une publicité intensive sur des plans d'exilés dans le but de perturber les préparations pour les jeux Olympiques et d'organiser une marche en Inde le 10 mars, date de l'anniversaire de la révolte de 1959 qui conduisit à l'exil du dalaï-lama. Il est dit de façon implicite dans ces comptes rendus que la Chine aurait été peu encline à donner l'ordre de tirer pour tuer les manifestants dans la dernière ligne droite avant les jeux Olympiques, et on savait très bien que le dalaï-lama était entré dans un processus avancé de négociation avec les autorités chinoises, négociation que les manifestants espèrent peut-être influencer. Une fois la manifestation enclenchée à Lhasa, la nouvelle se serait répandue comme une trainée de poudre dans la communauté tibétaine, vu que l'utilisation du téléphone portable est très répandue parmi les Tibétains et qu'un grand nombre de Tibétains de l'est vivent à Lhasa en tant que moines, marchands ou fonctionnaires. Les réseaux sociaux du Tibet oriental auraient de toute façon été particulièrement engagés dans des événements à Lhasa le 10 mars, parce que la seconde manifestation, à Lhasa ce jour-là, fut organisée par 14 moines originaires de l'Amdo. Des nouvelles de leur détention et de leur passage à tabac se seraient rapidement répandues auprès de leurs parents et de leurs collègues moines dans les régions de l'est. Certains cyber-militants chinois dirent que la nouvelle des troubles à Lhasa du 14 mars avait été répandue par les radios étrangères. Les médias occidentaux rapportèrent que les autorités chinoises avaient interdit de montrer des reportages sur les événements en Chine continentale pendant les deux jours qui les suivirent (soi-disant à cause des pressions de nationalistes chinois qui avaient vu les images des scènes de violence sur Internet ⁽¹⁸⁾), mais certains Tibétains de l'Amdo racontèrent avoir vu des

14. « China blames Dalai Lama for riots », BBC World Service, 18 mars 2008 sur <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7302021.stm>.

15. « Dalai clique's masterminding of Lhasa violence exposed », *China Daily*, 30 mars 2008.

16. « Les groupes tibétains exilés en Inde reçoivent effectivement des fonds des États-Unis, mais cela ne se traduit pas par une capacité à mobiliser des gens au sein de la RPC. Il y a un fossé culturel et social énorme entre les Tibétains d'Inde et ceux de la RAT, qui est même illustré par la différence de leurs goûts musicaux. » (Tsering Shakya « Interview: Tibetan Question », *New Left Review* 51, mai-juin 2008, p. 22).

17. À ma connaissance, le seul cas documenté d'exilés créant un incident au Tibet, a été la tentative de faire une petite explosion au cours des célébrations pour le 20e anniversaire de la Région autonome du Tibet en 1985. La bombe n'explosa pas.

18. Voir « State TV switches to non-stop footage of Chinese under attack », *The Guardian*, 18 mars 2008, sur <http://www.guardian.co.uk/world/2008/mar/18/tibet.china1>.

images des scènes de violence des émeutes de Lhasa à la télévision le 14 mars⁽¹⁹⁾.

Des événements ont effectivement montré des signes de planification et de coordination, tels que les marches largement pacifiques des moines de Drepung et Sera le 10 et le 11 mars avec leurs slogans prudents et leur tactique limitée, bien que l'on ne puisse attendre ce degré d'auto-régulation que de membres d'une seule communauté ayant des liens très resserrés. Mais les médias chinois ne présentèrent pas ces manifestations-là. Au lieu de cela, les médias chinois et la communauté des internautes se concentrèrent sur les incidents où eurent lieu des épisodes de violence, surtout celui du 14 mars à Lhasa. Pour le dire plus simplement, ils discutaient des émeutes et ignoraient les manifestations. Comme la plupart des émeutes, les émeutes tibétaines étaient intrinsèquement chaotiques et ne montraient pas de signes évidents d'organisation, tels que des banderoles préparées, des objectifs précis ou une quelconque preuve de leadership ou d'encadrement. Les comptes-rendus de la presse et des fonctionnaires en Chine se concentrèrent sur d'autres éléments plus subtils qui auraient pu indiquer la présence de fauteurs de troubles dans les émeutes. Un journal hongkongais cita un spectateur de Lhasa (apparemment une personne chinoise, mais cette information ne fut pas donnée) disant qu'il était sans doute nécessaire d'avoir un savoir particulier pour réussir à brûler une voiture ; certains blogueurs dirent qu'un équipement spécial pour brûler des magasins devait avoir été utilisé ; d'autres commentateurs rapportèrent que les manifestants tibétains portaient des sacs à dos remplis de pierres⁽²⁰⁾. Le ministère de la Sécurité publique annonça que quelques participants avaient confessé, pendant l'interrogatoire, avoir été payés par un ancien moine condamné célèbre pour mettre le feu à des magasins et attaquer des non-Tibétains⁽²¹⁾. La télévision et les journaux montrèrent des photographies de pistolets et d'autres armes à feu trouvées par la police dans plusieurs monastères du plateau tibétain⁽²²⁾. Une théorie plus élaborée d'un écrivain indépendant aux États-Unis tenta de prouver que ces contestations faisaient partie d'un complot secret planifié et financé par la Fondation nationale pour la démocratie basée à Washington. L'écrivain est associé à des publications défendant la thèse selon laquelle la destruction en 2001 du World Trade Center fut un complot organisé par les services secrets américains. Il retira l'article après avoir reçu des menaces de poursuites judiciaires, mais il avait déjà eu une énorme publicité dans la plus importante émission d'information chinoise et avait été récupéré par de nombreux journaux en Chine, à Singapour et à Hong Kong⁽²³⁾.

Parmi les Tibétains exilés et leurs soutiens, le même type de théorie du complot a circulé selon lequel les émeutes auraient été provoquées par des agents chinois déguisés en Tibétains. Un théoricien de la conspiration basé au Canada publia un article qui soutenait que les services secrets anglais étaient en possession d'images satellites montrant des soldats s'appêtant à revêtir des robes de moines. Une touriste thaïlandaise anonyme aurait dit à un exilé qu'elle avait reconnu un policier tibétain parmi les émeutiers. Le journal du *Fa-lungong*, *Epoch Times*, publia un article considérant comme avérées les affirmations non vérifiées, qu'un dissident chinois, Tang Daxian, avait faites en 1989 selon lesquelles des fauteurs de troubles auraient été utilisés par les autorités chinoises pour lancer des émeutes à Lhasa. Enfin, des blogueurs tibétains affirmèrent que les photographies de la presse chinoise montrant des émeutiers tibétains tenant des couteaux particulièrement longs étaient fausses. Une photographie de soldats chinois tenant des robes de moines circula sur Internet dans le but de prouver que les soldats étaient habillés en moines (bien qu'il n'y eût qu'une faible participation de moines dans les émeutes de Lhasa). La photographie était en réalité celle de soldats se déguisant pour jouer le rôle de moines lors d'un tournage à Lhasa en 2001 pour un film hongkongais, *The Touch*, avec Michelle Yeo. L'affirmation selon laquelle cette photographie prouvait que les émeutiers de Lhasa étaient des Chinois fut répétée par le Premier ministre des Tibétains en exil et même le dalai-lama

19. Mgar mi, « *Zungs khrag dang tshe srog gi gtug bshe* » (l'exemple du sang-vie et de la force-vie), in *Shar dung ri* (La Montagne Conque de l'Est), vol. 21, 2008, p. 117. Publié en traduction anglaise dans *A Great Mountain*, ICT, p. 99-102.
20. Les gens à Lhasa surent immédiatement comment brûler des voitures au cours des manifestations de 1987, vu que cela est très facile (il suffit d'allumer un chiffon et de le mettre dans le réservoir à essence d'une voiture) ; les magasins furent rapidement brûlés car les pyromanes n'eurent qu'à allumer les bombonnes de gaz utilisés pour se chauffer ou faire la cuisine ; on trouvait des pierres dans toute la ville à cause des chantiers.
21. Voir « La vérité sur la gravité de la violence criminelle des épisodes d'attaque, de destruction, de vol et d'incendie le 14 mars à Lhasa au Tibet » (en chinois), ministère de la Sécurité publique de la République populaire de Chine, 22 mars 2008, accessible sur <http://app.mps.gov.cn:9080/cenweb/brj/cenweb/jsp/common/article.jsp?infoid=ABC000000000043861>.
22. La description de ceux-ci comme provisions d'armes fut rejetée par les Tibétains qui soulignèrent que les armes désaffectées sont habituellement entreposées dans des chapelles de protection dans des monastères comme faisant partie de certains rituels. (Voir Bud Dha, *Phyir rtog dang bsam gzhig* (Sagesse rétrospective et réflexion) *Shar dung ri* (La Montagne Conque de l'Est), vol. 21, 2008, p. 95-96 ; pour une traduction en anglais voir *A Great Mountain*, ICT, p. 84). Il n'y eut aucune revendication selon laquelle les Tibétains auraient utilisé des armes à feu au cours de manifestations de la part de fonctionnaires ou de médias chinois depuis au moins octobre 1987.
23. F. William Engdahl, « Risky Geopolitical Game: Washington Plays "Tibet Roulette" with China », *Global Research*, 10 avril 2008. Voir Ji Gong (Ching Cheong), « Tibetan Riots: The Crimson Revolution's True Colour », 19 juin 2008 sur http://english.chinatribetnews.com/voices/2008-06/19/content_107704.htm, publié originellement comme Ching Cheong « The crimson revolution's true colours », *Straits Times*, 22 avril 2008.

y fit référence selon certains comptes-rendus. Les média chinois tournèrent ces affirmations en ridicule en publiant une interview d'un soldat qui avait guidé le groupe de soldats pris en photo sept ans plus tôt⁽²⁴⁾.

Ces perceptions conflictuelles, chacun voyant l'autre engagé dans une tromperie préméditée, étaient mêlées à d'autres réseaux complexes de représentations qui avaient bien plus d'importance et de crédibilité que les théories du complot elles-mêmes. Elles sont fondées sur une perception simpliste de la nature et des causes des événements qui eurent lieu, chacune utilisa un terme différent pour décrire ces événements, des images différentes pour personnaliser le cœur de leur thèse et des étapes logiques différentes mais du même type, pour conduire les gens à des conclusions politiques diamétralement opposées.

On peut identifier dans ce cas deux perceptions extrêmes en plus des opinions secondaires qui se sont formées autour du groupe d'idées associées. La thèse de « type A », le plus souvent associée aux « Chinois » (bien qu'elle fût bien sûr formulée par de nombreuses personnes qui ne sont pas chinoises et que certaines qui le sont ne l'ont pas mobilisée) prend comme prémisses de base que les événements de mars 2008 furent des émeutes (en des temps socialistes, elles auraient été nommées rébellions), principalement caractérisées par une violence aveugle. L'impact émotionnel de ce point de vue fut renforcé par la diffusion répétée par les médias d'un stock limité de vidéos, de films et de photographies de Chinois ordinaires se faisant poursuivre et battre par des Tibétains avec des couteaux et d'images de jeunes Tibétains vandalisant des magasins. Un certain nombre de photographies et d'articles soulignaient l'importance de la présence de moines au cours de la phase d'agitation. Les images et les arguments alimentant ce point de vue furent lourdement soutenus par des activistes chinois, à la fois nationaux et membres de la diaspora, sur Internet, comme le montre une vidéo postée sur Youtube « Le Tibet, fut, fait et fera toujours partie de la Chine », et le site Internet anti-cnn.com⁽²⁵⁾. Cela n'empêcha pas le gouvernement de promouvoir frénétiquement la circulation des mêmes images et d'accusations contre les exilés, notamment par l'intermédiaire d'expositions photographiques à travers la Chine⁽²⁶⁾.

Du point de vue du « type A », le caractère aléatoire et incohérent de la violence s'explique par la haine ethnique et s'intègre dans une thèse qui explique, comme si cela allait de soi, que la haine est le résultat de la jalousie des Tibétains envers la réussite économique des Chinois et des Hui. Elle considère que cette jalousie est manipulée par les dirigeants en exil ou par leurs alliés occidentaux, qui utilisent les diffé-

Figure 7. L'ensemble des représentations de type A: interprétations des contestations du mois de mars associées aux opinions secondaires et aux théories du complot.



rences économiques pour augmenter le nationalisme tibétain et semer le trouble dans la société chinoise. Cela conduit à trois conclusions principales : malgré leurs revendications, les dirigeants en exil poursuivent secrètement l'indépendance tout en prétendant ne rechercher que l'autonomie ; le dalaï-lama est un hypocrite et un menteur qui essaye de nuire à la Chine et de tromper le monde ; les Tibétains sont en train de préparer des opérations terroristes ou ont une tendance naturelle à la violence. Ces conclusions sont implicites dans les réponses de la presse officielle chinoise aux troubles, tout comme dans des écrits publics sur Internet. Les deux premières furent presque dites *texto* au cours du rejet officiel de la proposition tibétaine sur l'autonomie du 10 novembre 2008 par les principaux responsables chinois de la question tibétaine.

La thèse de « type B » associée aux exilés tibétains et à leurs soutiens, utilise le terme de « contestation » pour décrire la période de troubles du printemps 2008 ; parmi les nationalistes les plus fervents, le terme « révolte » est utilisé. Le terme « émeute » est évité, même en ce qui concerne l'incident du 14 mars. On décrit les manifestations comme ayant été largement pacifiques. Les images clés qui soulignent

24. Gordon Thomas, « Beijing orchestrating Tibet riots: Brit spies confirm Dalai Lama's report of staged violence », *Canada Free Press*, 21 mars 2008 ; « China disguising soldiers as monks to incite riots: Dalai Lama » *IANS*, 20 mars 2008 sur http://www.thaindian.com/newsportal/uncategorized/china-disguising-soldiers-as-monks-to-incite-riots-dalai-lama_10032556.html ; « China rejects rumor of soldiers disguising as rioting monks », *Xinhua*, 31 mars 2008 sur http://news.xinhuanet.com/english/2008-03/31/content_7893926.htm.

25. Pour la vidéo voir <http://www.youtube.com/watch?v=7KNzRXNmSdM>.

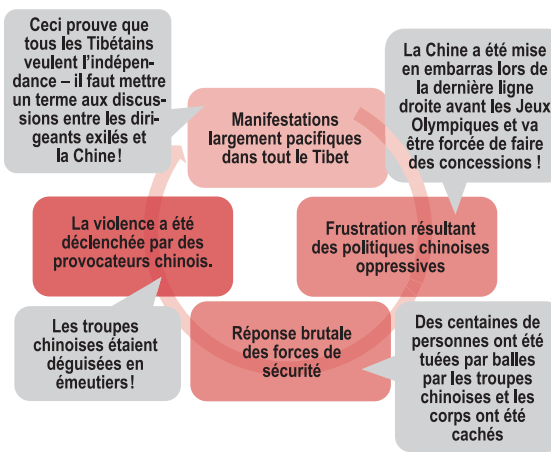
26. Des expositions photographiques montrant des photographies, grand format, de manifestations de moines firent le tour de la Chine au cours de l'été 2008 (voir « Truth of Lhasa 3.14 riots photo exhibition held in Guangxi », *China Tibet Information Center*, 22 juin 2008 sur http://eng.tibet.cn/news/today/200806/t20080622_408489.htm).

cette perception sont celles de manifestants tués par balles à Ngaba le 16 mars et celles de jeunes femmes et de moines tués dans les manifestations ou ayant disparus depuis. On explique les troubles par une frustration incontrôlable du fait de la présence permanente de la Chine en tant que force occupante au Tibet ou, selon les différents points de vue, comme une réponse à ses politiques. On trouve souvent des analogies entre les troubles et une casserole bouillante ou une cocotte-minute ou des références à des tensions qui mijotaient depuis longtemps. Les conclusions parfois tirées par cette thèse sont que la Chine, craignant de perdre la face par ces révélations, peut être mise sous pression dans le but de la forcer à changer de politique. Les concepts secondaires et plus émotionnels de ce groupe soulignent les exemples de brutalité des forces de sécurité, soutiennent que les Tibétains étaient des victimes innocentes, et, comme on l'a vu, prétendaient parfois que la violence au cours des manifestations avaient été lancée par des agents chinois déguisés en Tibétains. Une conclusion générale est tirée selon laquelle les Tibétains sont plus ou moins unis dans leur opposition à la domination chinoise, que les autorités chinoises manquent de morale et de légitimité pratique et que, pour des raisons humanitaires, les Tibétains sont méritants. Au sein d'un sous-groupe plus extrême de radicaux tibétains, une conclusion plus particulière est tirée selon laquelle les troubles prouvent que les Tibétains au Tibet cherchent la restauration de l'indépendance tibétaine et que les efforts de négociation du dalaï-lama et des dirigeants exilés sont politiquement, et même moralement, erronés.

Les points de vue sur le contexte et leurs conséquences : la nation contre l'État

Certains éléments de ces deux positions semblent similaires. Elles cherchent toutes deux des preuves de complot, se concentrent sur la violence et voient une augmentation importante du degré de nationalisme parmi les Tibétains. Mais les différences deviennent plus claires si l'on tente d'identifier le concept fondamental qui est à la base de chacun de ces points de vue. Il me semble qu'au cœur de la pensée des deux groupes se trouve la conviction viscérale que l'État-nation est le seul concept organisateur de la politique et de l'histoire et même de l'ensemble des aspects publics de la vie, comme l'a soutenu Duara⁽²⁷⁾. Mais ces groupes sont divisés par des perceptions radicalement différentes sur ce qu'est un État-nation. Le groupe de « type A » le considère, et avec lui l'ensemble de la vie politique, en terme d'État,

Figure 8. Les interprétations de « type B » des contestations de mars, avec les opinions et théories qui en dérivent



dans le sens d'une vaste entité administrative qui est en droit de demander certaines formes de soumission à ses citoyens aussi longtemps qu'elle leur fournit certains biens, et qui possède le droit d'utiliser la force, y compris si celle-ci doit s'avérer mortelle, lorsque cela est nécessaire pour protéger le bien-être de la majorité statistique. Dans cette thèse, le conflit entre différents groupes au sein d'une communauté est inévitable à cause de leurs intérêts divergents et seul un État possédant de tels pouvoirs peut contenir et maintenir l'équilibre entre ces intérêts conflictuels. Les notions clés de la vision étatiste dans le contexte chinois actuel sont signifiées par des termes tels que « stabilité » et « harmonie », qui suggèrent la nécessité bénéfique d'un certain nombre de limites imposées aux citoyens dans le but de maintenir un équilibre commun plus large. Récemment, des partisans de ce point de vue ont utilisé le concept de confucianisme pour donner une explication culturaliste de ce modèle, ou ont souligné l'importance de la famille comme unité d'ordre sociale fondamentale dans cette approche.

Cette thèse est proche de la thèse réaliste en général. Les étatistes du monde entier ont tendance à définir le monde en termes mécaniques plutôt qu'humains, comme un stratagème nécessaire où les intérêts conflictuels doivent être équilibrés. La nature et la définition de l'État, tout comme ses

27. « La nation territoriale moderne et l'histoire linéaire ont une relation intime. En effet, on pourrait dire qu'elles se co-produisent comme le moyen d'appartenance le plus important du XXe siècle. Les individus apprennent à s'identifier avec des États-nations qui ont en théorie évolué au cours d'une longue histoire pour atteindre l'unité auto-consciente des deux concepts et donc capables d'acquiescer une maîtrise du futur » (Prasenjit Duara, « The Regime of Authenticity: Timelessness, Gender and National History in Modern China », *History and Theory*, vol. 37, publication 3, octobre 1998, p. 287-308.

frontières, ne peuvent pas être remises en cause, et il est évident que les relations économiques semblent être la manière la plus logique de percevoir et d'organiser les différences et les intérêts. Les arguments considérant les Tibétains ou d'autres acteurs comme des agents avant tout économiques dirigés par un besoin de posséder davantage de ressources, de richesses ou de revenus, font partie et renforcent en général la thèse étatiste. Les notions d'ethnicité, de groupes ethniques et de conflit ethnique appartiennent de la même façon à cette thèse, et impliquent la notion de groupe fondé sur l'intérêt dont les motivations et les besoins ne peuvent être modérés et contenus que par un organe puissant tel que l'État⁽²⁸⁾. La thèse de « type B » semble se fonder sur l'idée de nation, vue comme un grand héritage indistinct de biens intangibles qui appartiennent uniquement à un groupe de personnes et pas à un autre, et qui ne peut être développé et préservé que par des membres de ce groupe. Elle soutient l'idée d'un but commun, qui n'est jamais exclusivement économique, un « principe spirituel » comme l'appelle Renan⁽²⁹⁾, et considère l'interférence d'étrangers à ce principe comme un acte capital d'injustice ou d'inhumanité. Dans la plupart des cas, elle est également associée à l'idée de territoire, bien qu'elle puisse aussi facilement être fondée sur la langue, les coutumes, ou la religion. Elle est dirigée par la notion de survie et par la peur de l'extinction de quelque chose qu'elle glorifie comme étant par nature difficile à définir ou à identifier. Si elle doit faire référence à des éléments subsidiaires de la nation, ceux qui sont importants sont la culture, l'histoire et la nature et non pas l'économie. Ces inquiétudes principales n'ont rien à voir avec l'intérêt ou le devoir mais avec les droits et les libertés, et elle invoque comme solution un changement au niveau du système. Elle semble souvent considérer cette chose collective qu'elle appelle une nation comme un individu, qui est vulnérable et sujet à la blessure et à la faiblesse, et qui a besoin d'être nourri, protégé et soutenu. Le fait de ramener les deux positions à leurs différences primaires et aux métaphores qui les ont fondées permet d'éliminer le fossé d'incompréhension qui existe entre elles. En théorie, cela permet également de trouver des moyens d'identifier des intérêts communs. Comme l'a écrit le linguiste cognitif George Lakoff à propos du fossé qui sépare les factions politiques des États-Unis contemporains :

La théorie de la raison des Lumières ne décrit pas la façon dont les gens travaillent en réalité. Les gens pensent avant tout en termes de récits culturels, de stéréotypes, de contextes et de métaphores. C'est cela la vraie raison... les réalités sont importantes.

Pour les communiquer, il faut utiliser la véritable raison⁽³⁰⁾.

La perspective de « type B », ou fondée sur la nation décrite ici, a déjà eu d'importantes conséquences, telles que la polarisation au sein de la communauté tibétaine exilée entre ceux qui voient dans les troubles de 2008 un mandat pour les dirigeants de faire pression sur la Chine pour négocier, et ceux qui les voient comme une vindicte de la faction pro-indépendance et un rejet de l'approche acceptant de faire des concessions du dalaï-lama. Pour ces deux groupes, les récits sur la victimisation impliquent que les deux communautés, celle au Tibet et celle des exilés, aient un but commun, mais ne fournissent aucun détail qui rendrait cette histoire intelligible ou utile. Ils montrent que de nombreuses personnes au Tibet sont en grave désaccord avec la domination chinoise, sans indiquer de façon précise quels aspects de cette domination elles condamnent ou quelles solutions elles considèrent viables. Les récits générés par la thèse étatiste ou de « type A » ont des effets plus sérieux, puisque dans le cas chinois ils ont été absorbés et véhiculés, sinon créés, par un gouvernement puissant et par des cyber-activistes chinois. D'un côté, cela a lancé et nourri une nouvelle vague de nationalisme populaire au sein du peuple chinois en réponse aux troubles du Tibet, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la Chine, de telle sorte que les Chinois se sentent renforcés et dans leur droit quand ils défient, selon leur cadre idéologique, les représentations occidentales ou hostiles de la Chine et de ses politiques. Les nouveaux *fenqing* ont eu des succès surprenant dans leur contestation des représentations étrangères du Tibet, et semblent avoir influencé la nature des politiques et l'opinion publique au moins en Chine et dans la diaspora en fournissant des contre-arguments cohérents ou en stimulant des menaces d'actions populaires, tels que des boycotts de masse contre des compagnies françaises. Cette approche semble avoir été incorporée par le gouvernement de Pékin dans ses relations internationales, vu qu'il a augmenté de façon significative ses

28. L'approche « ethniciste » a pris de l'importance en Chine depuis les années 1990, comme le montre la décision prise par l'État vers 1995 de changer toutes les traductions officielles du terme *minzu* de « nationalité » à « ethnique » ou « ethnicité ». La décision de 2008 de changer le nom de l'Université centrale des nationalités en « l'Université centrale Minzu » suggère également une décision parmi les fonctionnaires chinois d'éviter d'utiliser le terme anglais « nationality » pour décrire un groupe au sein de la Chine puisque ce terme définit souvent un peuple qui a un État séparé.

29. « Une nation est une âme, un principe spirituel [...] Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a fait et de ceux qu'on est disposé à faire encore » (Ernest Renan (1823-1892), *Qu'est-ce qu'une Nation*, conférence à la Sorbonne, 11 mars 1882, Paris, Mille et une nuits, 1997).

30. « Don't Think of a Maverick! Could the Obama Campaign Be Improved? » George Lakoff, BuzzFlash.org, 11 septembre 2008 sur <http://blog.buzzflash.com/contributors/1743>.

menaces contre les dirigeants occidentaux qui planifient de rencontrer le dalaï-lama, allant jusqu'à annuler un sommet UE-Chine en décembre 2008 à cause d'une réunion planifiée entre le Président français et le dirigeant tibétain. Pour les nouveaux nationalistes, leur succès en cyber-politique se traduit par une plus grande perte en vision humaniste : être capable de convaincre des centaines de milliers de personnes que le dalaï-lama est un hypocrite obséquieux prouve l'existence d'un pouvoir discursif réel mais une sagesse douteuse, puisque dans le plus ou moins long terme, les nations ont tendance à glorifier, plutôt que de les détruire, les héros moraux et les champions de la réconciliation, même s'ils sont imparfaits.

Pour le gouvernement chinois, le discours sur le complot eut des conséquences plus graves. Le fait de brandir l'excuse de l'instigation étrangère des troubles du Tibet permit aux fonctionnaires responsables dans la région de rester en place et d'échapper à la censure. Cela créa également un réel soutien intérieur à la décision du gouvernement de sévir contre les Tibétains. Mais cela détruisit également, ou du moins suspendit pour le moment, deux mécanismes clés qui maintiennent le Parti communiste au pouvoir : sa capacité à répondre de façon flexible aux besoins locaux à temps pour écarter des défis plus importants, et sa prétention fondamentale de donner un traitement égal à tous ses citoyens, ou au moins à certains groupes de citoyens reconnus (tels que les 55 minorités). Accuser publiquement le dalaï-lama de planifier personnellement des émeutes au Tibet aurait coûté peu cher au PCC sur le long terme si au même moment il avait entrepris des inspections locales dans les communautés tibétaines qui organisèrent les émeutes et les manifestations en 2008 et s'il avait identifié quelles politiques avaient nourri les troubles et devaient être changées. Bien qu'au moins cinq équipes d'inspection aient été envoyées au Tibet, il est dit parmi les fonctionnaires tibétains qu'aucun des participants n'osa écrire dans son rapport que les causes des troubles étaient l'échec de politiques plutôt qu'une instigation par le dalaï-lama ou ses collègues⁽³¹⁾. Un an après le début des troubles, malgré des indications publiques données par des dirigeants tibétains haut placés tels que A Thrin (en chinois *Acheng*) et Jampa Phuntsog (en chinois *Qiangba Puncog*), qui dirent qu'identifier les politiques qui ont échoué était plus importants que les complots⁽³²⁾, il n'y a aucun signe de Pékin allant dans le sens d'une attention plus importante aux problèmes locaux ou de la reconsidération des politiques mises en place au Tibet.

Pendant ce temps, en Chine, les récits sur la menace étrangère conduisirent à l'adoption d'une nouvelle perception

voyant les Tibétains comme des terroristes cachés ou comme étant par nature violents. Quand un témoin décrit « un homme à la peau foncé » pour parler de l'homme ayant tué par balle un soldat à Chongqing le 19 mars 2009, même le *China Daily*, le journal en langue anglaise le plus prestigieux de Chine, annonça que cela signifiait que l'assassin était probablement tibétain⁽³³⁾. Pour de nombreux urbains tibétains, l'indicateur le plus important sur l'état actuel des politiques chinoises après mars 2008 fut que la plupart des hôtels de Chine les refusaient quand ils voyageaient et qu'on les choisissait systématiquement pour des fouilles spéciales dans les aéroports chinois parce qu'ils étaient Tibétains. Ces nouvelles pratiques, encore en vigueur au moment où cet article est écrit, sont, pour la plupart des Tibétains, plus importantes que les restrictions drastiques et durables sur la religion, la liberté de parole ou d'écriture parce qu'elles invalident la prétention du Parti de traiter toutes les nationalités sur un pied d'égalité, prétention que, à l'inverse des prévisions étrangères, la grande majorité des Tibétains a considéré légitime jusqu'à maintenant en terme de lois formelles et de déclarations de politique publique. N'importe qui peut comprendre pourquoi un gouvernement autoritaire interdit aux Tibétains de vénérer le dalaï-lama, vu qu'au Tibet il est plus populaire que les dirigeants de l'État, ou pourquoi il interdit les manifestations de rue pour critiquer ses politiques, ou encore aux historiens d'écrire librement sur le statut du Tibet par le passé, puisque ces éléments pourraient saper sa légitimité. Mais aussi réaliste que l'on soit, il est difficile d'expliquer de façon logique pourquoi le gouvernement de Pékin n'a pas annulé une politique qui empêche les Tibétains (et les Ouïghours, et parfois les Mongols) de réserver

31. Interview avec un fonctionnaire tibétain de rang moyen, 2009. Nom et date non divulgués.

32. Jampa Phuntsog, gouverneur de la Région autonome du Tibet dit : « Il y avait toute sorte de gens [dans les émeutes], certains n'étaient pas satisfaits de nos politiques, ou avaient une opinion à exprimer à leur propos, ou parce que le travail de notre gouvernement n'avait pas été totalement terminé. Tout le monde n'était pas séparatiste. » (Lucy Hornby, « Tibet chief rules out "big problems" during anniversaries », *Reuters*, 5 mars 2009). A Thrin, un ancien gouverneur de la préfecture de Karze (en chinois *Ganzi*) dit « le gouvernement devrait faire plus confiance à son peuple, surtout aux lamas tibétains dont la plupart ne sont pas des fauteurs de troubles. » (Shi Jiangtao, « Is Beijing playing a no-win game? » *South China Morning Post*, 12 mars 2009) et un moine « est un citoyen, [...] il faut faire attention à lui, prendre soin de lui et résoudre ses problèmes » (Han Yanhong, « Le vice-président de la Conférence politique consultative populaire du Sichuan dit que le gouvernement devrait d'abord traiter ses moines comme des citoyens » *Lianhe Zaobao*, 9 mars 2009).

33. « La source interne a dit au *China Daily* que des investigations préliminaires suggèrent que le meurtrier pourrait appartenir à l'ethnie tibétaine, en relevant qu'un certain nombre de séparatistes tibétains s'étaient infiltrés en ville de Chengdu et étaient en train de tenter d'organiser un attentat à la bombe dans le centre de Chongqing. » Tan Yingzi and Hu Yinan, « Fingerprints retrieved from robber who shot sentry dead », *China Daily*, 23 mars 2009 at http://www.chinadaily.com.cn/china/2009-03/23/content_7607576.htm. Chongqing compte une population de 30 millions d'habitants.

une chambre d'hôtel à Shanghai ou à Xi'An du fait de leur ethnicité.

Le profit à court terme réalisé par la Chine en présentant les troubles de 2008 comme étant une menace étrangère a donc produit un problème à long terme qui est que les Tibétains sont de plus en plus susceptibles de percevoir l'État comme agissant selon un ordre du jour déterminé par la supériorité chinoise et la destinée ethnique. Les difficultés et les tensions que la Chine moderne a demandé aux Tibétains de voir comme étant un problème de développement inégal au sein d'un même État-nation, vont probablement désormais être considérées par les Tibétains au Tibet comme ressemblant à une sorte de domination coloniale ou d'une discrimination endémique à l'État, puisque la rhétorique dominante en Chine et les cyber-activistes exposent les caractéristiques de cette approche.

Conclusion

Dans les conflits sur la représentation, les représentés disparaissent, leurs voix sont étouffées par les controverses de ceux qui cherchent à les représenter. La caractéristique particulière du cas tibétain est que la lutte sur la représentation est menée par des personnes étrangères au conflit avec une faible influence des participants eux-mêmes ce qui traduit une double suppression d'autonomie. Le processus de réduction au silence est composé d'années de politiques chinoises au Tibet qui a depuis 1959 été conçu pour faire taire et isoler l'expression et le débat internes. Ainsi, les images de violence sélectionnées et mises en circulation par les personnes étrangères au conflit sont devenues l'élément des manifestations récentes avec le plus d'influence et ont modelé les réponses apportées par le pouvoir. La multitude et la complexité des façons de penser des protagonistes au Tibet deviennent ainsi de plus en plus difficiles à découvrir.

On peut néanmoins déduire les causes probables de l'agitation tibétaine des caractéristiques principales de l'histoire récente. La Chine occupa un pays largement inconnu et réticent et qui n'avait que très peu de savoir sur elle en 1950. Elle imposa une domination directe contre les vœux populaires en 1959 puis, par la collectivisation, la Révolution culturelle et d'autres mouvements de persécution, gaspilla le dividende qu'elle avait obtenu de la classe paysanne par la redistribution des terres. Elle créa un dividende encore plus grand au début des années 1980 en permettant la libéralisation culturelle, religieuse et économique et en promettant des mesures en faveur de l'autonomie, puis jeta une grande partie de la bonne volonté que ces mesures avaient suscité

par la réinsertion graduelle en 1994, au Troisième forum national sur le travail au Tibet, de restrictions limitées mais capitales sur la culture et la religion, mesures que les fonctionnaires chinois croyaient nécessaires pour arrêter un effort nationaliste toujours plus important au sein de la population tibétaine. Ces mesures incluaient l'interdiction de vénérer et d'exposer des photographies du dalaï-lama, forçaient « l'éducation patriotique » des moines et des nonnes en exigeant qu'ils dénoncent leurs professeurs religieux, interdisaient une quelconque pratique bouddhiste aux employés gouvernementaux et aux étudiants, promouvaient une croissance sauvage du PIB plutôt que le développement du capital humain, soutenaient les migrations de petits commerçants non-tibétains dans les villes tibétaines et interdisaient une quelconque discussion publique sur l'ensemble des ces problèmes⁽³⁴⁾.

Du point de vue étatiste, ces contraintes apparaissaient tolérables et nécessaires parce qu'elles étaient accompagnées d'investissements importants dans les villes tibétaines et d'énormes augmentations des salaires de la petite classe moyenne urbaine tibétaine, ou du moins de ceux travaillant dans le secteur gouvernemental : l'État avait compensé la coercition par l'émolument. Pour les Tibétains, aussi bien pour ceux travaillant pour le gouvernement qui eurent des avantages financiers que pour ceux qui perdirent leurs emplois au profit des migrants ou de l'élite urbaine, l'idée d'échanger des droits sur la culture et la religion contre des profits économiques a pu sembler étrange sinon pernicieuse ; elle tendait au maximum le marché déjà précaire sur lequel le contrat avec l'État était fondé. En bref, le problème du Parti communiste au Tibet a toujours été que bien qu'il se soit montré capable de délivrer des profits matériels à certaines parties de la population tibétaine en échange d'une soumission totale, il a fait suivre de manière répétée la livraison de ces biens d'une tentative de redéfinition de la vie culturelle et religieuse.

Ce modèle de gaspillage du capital politique par l'interférence dans la vie culturelle a été récurrent en 2005 lorsqu'un dirigeant chinois intransigeant nommé Zhang Qingli fut nommé Secrétaire du Parti de la Région autonome du Tibet. Ses deux prédécesseurs avaient été relativement doux selon les standards locaux et il n'y avait aucune raison évidente qui poussait à l'envoi d'un fonctionnaire de ce type à Lhasa. Son arrivée coïncida avec la mise en œuvre d'une chaîne de nouvelles restrictions sur la culture et la religion et

34. Voir Robert Barnett et Mickey Spiegel, *Cutting off the Serpent's Head: Tightening Control in Tibet, 1994-95*, Human Rights Watch and Tibet Information Network, 1996.

avec l'augmentation de politiques encourageant l'immigration de non-Tibétains. En 2006, l'État lança une série de projets sociaux qui bouleversèrent la vie sociale : dans la Région autonome du Tibet, le « projet de logements confortables » déplaça de force au moins un quart de million de fermiers tibétains de leurs villages à leurs nouvelles maisons le long des principaux axes routiers, tandis que dans le Tibet oriental la politique de « migration environnementale » forçait les nomades à déménager dans des villages sans aucune perspective de revenus futurs et les obligeait à abandonner leurs animaux et leur style de vie. Au même moment, les autorités de la Région autonome du Tibet rejetaient les conseils de spécialistes locaux qui voulaient réintroduire des restrictions sur les migrations pour compenser l'impact démographique de l'ouverture du chemin de fer Qinghai-Tibet en 2006.

À ce moment-là, les restrictions prescrites par le Troisième forum de 1994 avaient déjà été étendues de la Région autonome du Tibet aux régions orientales du Tibet, y compris la volonté d'éducation patriotique, les interdictions sur la vénération du dalaï-lama et les restrictions sur l'exposition de ses photos. Selon ce que l'on pense, on peut considérer ou non que les Tibétains forment une communauté globale d'intérêts politiques mais il est certain qu'ils ont des aspirations et des valeurs communes en ce qui concerne la religion et la culture, qu'ils considèrent Lhasa et le dalaï-lama comme le centre de cette culture et que c'est ces symboles que Zhang et d'autres fonctionnaires étaient en train d'attaquer. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que des critiques contre Pékin se propagent à travers le plateau, réunissant des groupes qui étaient politiquement différents mais qui avaient d'importants points communs en termes culturels. Il n'est pas étonnant non plus que certains voient l'année des jeux Olympiques comme une opportunité cruciale, et peut-être même finale pour pousser Pékin à changer de politique avant que le dalaï-lama ne devienne trop vieux pour conduire des négociations, si jamais elles devaient être autorisées. Les moines qui ont organisé les premiers événements du 10 mars n'avaient pas réellement besoin d'avoir des contacts avec les exilés pour comprendre pourquoi cette date leur offrait une opportunité pour tenter d'attirer l'attention des dirigeants de Pékin plutôt que celle des satrapes de Lhasa, à un moment où ils déduisirent de façon exacte que la police devrait au départ respecter des ordres lui interdisant d'ouvrir le feu ou de les battre en public.

Dans le climat instable créé par les responsables locaux, un quelconque effort d'activistes exilés au Tibet aurait été d'une importance secondaire : l'expansion du nationalisme au

Tibet était en grande partie le résultat des politiques provocatrices de la Chine telles que ses attaques contre le dalaï-lama. Après que les troubles surgirent à Lhasa le 14 mars, le déclencheur des événements successifs fut probablement la technologie, comme dans n'importe quelle société moderne, pas la conspiration : l'information se propagea instantanément à travers le plateau du fait des images des émeutes montrées en boucle par la télévision chinoise, tout comme les appels de téléphones portables de parents et amis à Lhasa et ailleurs. La violence et les attaques ethniques dans trois de ces manifestations domina le débat entre les personnes étrangères au conflit, mais la violence et l'agitation sont des résultats plausibles dans n'importe quelle ville du monde où une majorité indigène fait face à une immigration abrupte et rapide d'autres groupes ethniques qu'elle associe avec la marginalisation de ses propres intérêts et traditions. Un résultat violent était plus plausible à Lhasa qu'ailleurs parce que les autorités locales avaient déclaré illégale toute discussion sur ces problèmes démographiques. Les conséquences de la contestation furent lourdes sur le court terme : des morts inconnus, un nombre incalculable d'arrestations, des patrouilles militaires dans les rues des quartiers tibétains même à Chengdu, la fermeture du Tibet aux étrangers et aux journalistes, une réduction drastique du nombre de moines dans les principaux monastères, une atmosphère politique conduisant au désenchantement un nombre de plus en plus important des Tibétains par rapport à l'État chinois, une radicalisation des opinions aussi bien parmi les Tibétains que parmi les nationalistes chinois, la faillite des discussions entre Pékin et le dalaï-lama, et des dégâts dans les relations entre la Chine et d'autres pouvoirs. Ces événements prolongent le modèle de résistance aux efforts fournis par la Chine depuis un siècle pour imposer une domination directe aux Tibétains au lieu des succès relatifs de ses tentatives de gouvernement indirect par l'intermédiaire d'une autorité déléguée. Cette résistance se réveille particulièrement, et souvent de façon violente, quand la domination directe de Pékin dépasse la gestion politique pour s'étendre à ce qui est vu comme un ensemble de restrictions arbitraires sur les pratiques religieuses et sociales. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, la question de savoir si la construction de l'État moderne chinois peut inclure ceux qui ne sont pas ethniquement chinois, ceux dont l'allégeance première pourrait être à leur nation plutôt qu'à l'État, risque de rester sans réponse. •

• Traduit par Jérémie Béja